

LES POUVOIRS
DE L'ADMINISTRATEUR
PROVISOIRE
DE L'ALIÉNÉ INTERNÉ
NON INTERDIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 17 Juin 1939, à 16 heures

PAR

Louis FRAYE

JURY D'EXAMEN

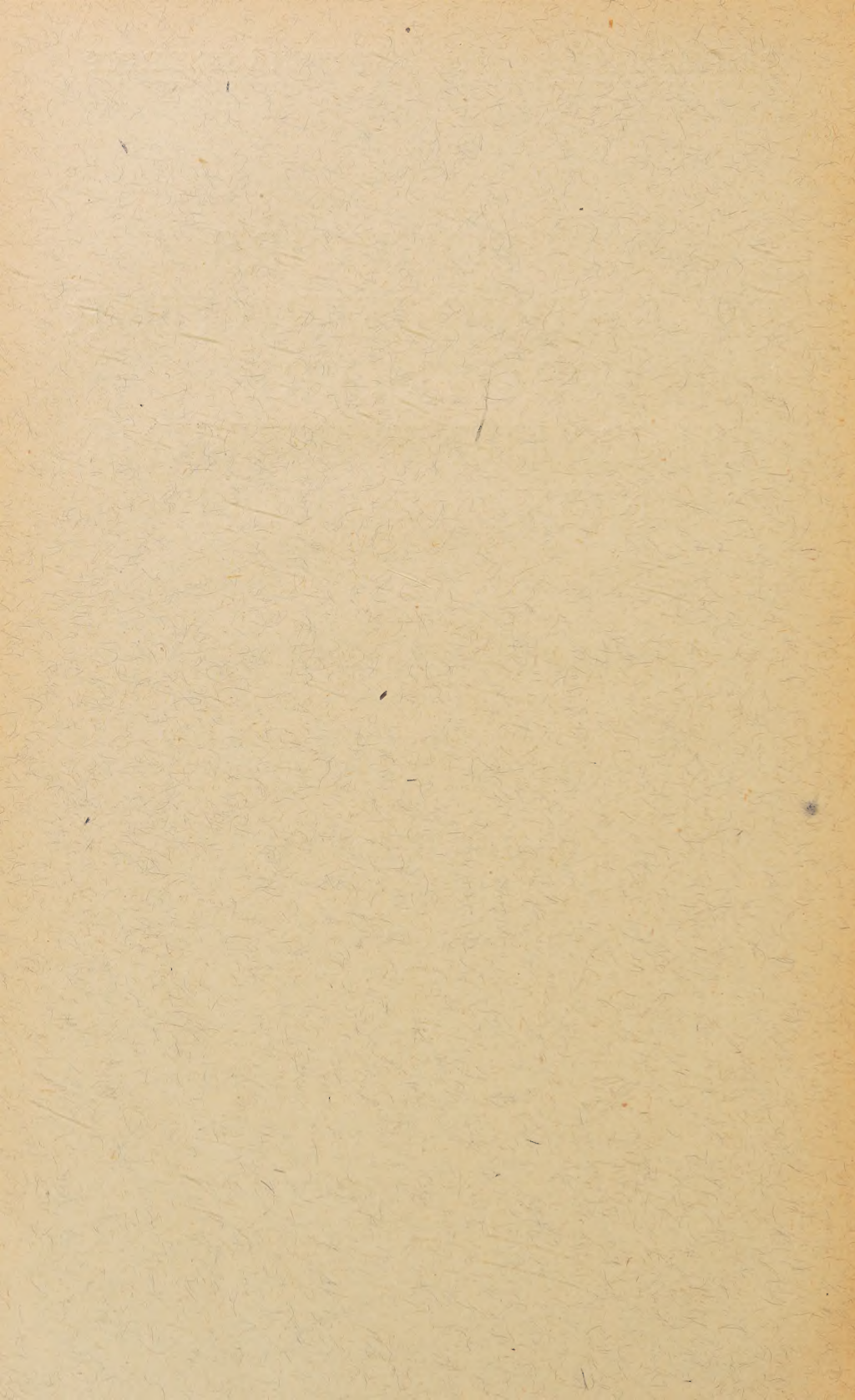
MM. GOMBEAUX, *Professeur, Président de la Thèse*
LEPARGNEUR et YVER.

ANGERS

H. SIRAUDEAU ET C^{ie}

Imprimeur-Éditeur

1939



LES POUVOIRS
DE L'ADMINISTRATEUR
PROVISOIRE
DE L'ALIÉNÉ INTERNÉ
NON INTERDIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 17 Juin 1939, à 16 heures

PAR

Louis FRAYE

JURY D'EXAMEN

MM. GOMBEAUX, *Professeur, Président de la Thèse*
LEPARGNEUR et YVER.

ANGERS

H. SIRAUDEAU ET C^{ie}

Imprimeur-Éditeur

1939

UNIVERSITÉ DE CAEN -- FACULTÉ DE DROIT

(Année Scolaire 1938-1939)

Doyen :

M. HENRY NEZARD (*, I. ☿)

Doyen honoraire :

M. EUSTACHE PILON (C. *, I. ☿)

Assesseur du Doyen :

M. GOMBEAUX (*, I. ☿)

Professeurs honoraires :

MM. CABOUAT (O. *, I. ☿)

DEGOIS (I. ☿)

Professeurs :

MM. NÉZARD (*, I. ☿), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière;

GOMBEAUX (*, I. ☿), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé;

BRIDREY (*, I. ☿), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public;

BRUNET (*, I. ☿), professeur sans chaire, Député;

LEPARGNEUR (*, I. ☿), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime;

LEMONNIER (I. ☿), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle;

PERREAU (*, I. ☿, ♀), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé;

LAMPUÉ (☿), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel;

YVER (☿), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé;

PRUD'HOMME (*, ♀, ☿), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution;

FRÉJAVILLE (☿), professeur de Droit civil;

BESNIER, professeur de Droit Romain, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie;

LEDUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique;

VILLEY-DESMESERETS, agrégé, chargé d'un Cours d'Economie politique et du Cours de Législation Financière.

Secrétaire :

M. ROUX (*, I. ☿, ♀, ♀), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



JURY D'EXAMEN

MM. GOMBEAUX, *Professeur, Président de la
Thèse.*

LEPARGNEUR et YVER.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

De tous temps, la nécessité d'assurer la protection de la personne et des biens de l'individu atteint d'aliénation mentale apparut comme une nécessité publique.

Le droit romain avait institué la curatelle des fous, l'ancien droit français leur interdiction. Ces institutions avaient d'ailleurs pour but principal la sauvegarde du patrimoine de l'aliéné au profit de ses héritiers et laissaient complètement de côté les soins à apporter à la personne physique du fou.

Le fous tranquilles erraient en liberté, les fous furieux étaient enchaînés dans des cachots ou des couvents.

La Révolution française laissa complètement de côté la question des aliénés. Tout au plus, trouvons-nous quelques textes ayant pour but d'empêcher les fous furieux de nuire. La loi des 16 et 24 août 1790 recommande aux municipalités « d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté » (titre II, art. 3). Une loi des 19 et 22 juillet 1791 établit

même des peines contre « ceux qui laisseront divaguer des furieux ou des insensés ».

Nous voyons donc que la seule préoccupation du législateur est de protéger la société contre les méfaits possibles des fous.

C'est vers cette époque que Pinel, nommé médecin à Bicêtre en 1792, considéra les fous non comme des êtres malfaisants qu'il fallait enfermer, mais comme des malades que l'on pouvait soigner et guérir. Sous son impulsion, l'internement fut considéré plus comme un moyen de guérison que comme un emprisonnement et l'on en arriva à considérer comme possible l'internement des fous tranquilles.

Quant à la gestion des biens de l'aliéné, elle était complètement abandonnée. L'ancienne interdiction n'était plus pratiquée et la fortune de l'aliéné était confiée aux mains, souvent peu honnêtes, de sa famille.

Les auteurs du Code réglementèrent cette question en créant l'interdiction et le conseil judiciaire.

L'interdiction met celui qui en est frappé dans l'incapacité absolue d'accomplir aucun acte civil. La gestion de sa fortune est confiée à un tuteur comparable en fait à celui du mineur.

La dation d'un conseil judiciaire, au contraire, laisse à l'aliéné une capacité restreinte et l'oblige seulement à se faire assister lorsqu'il y a lieu d'accomplir certains actes limitativement énumérés.

De plus, pour empêcher les internements arbitraires, le Code Civil avait prévu, dans son article 510, qu'aucun internement ne serait possible qu'après un jugement d'interdiction.

De ce fait, le problème de la gestion des biens des

aliénés internés était parfaitement résolu. L'interdiction suffisait à tous les besoins.

Mais, l'application de cet article ne donna pas tous les résultats attendus. L'interdiction obligatoire dont dépendait alors l'internement de l'aliéné était une solution grave qui rendait complètement incapable celui qui en était frappé. De plus, elle nécessitait une procédure longue et coûteuse. Elle était regardée par bien des familles comme infligeant une sorte de flétrissure et la publicité à laquelle elle était soumise n'était pas faite pour améliorer cet état d'esprit. Aussi, ne tarda-t-on pas à passer outre aux dispositions pourtant impératives de l'article 510 du Code Civil et presque tous les internements se firent-ils sans interdiction préalable. La proportion entre les aliénés internés et ceux interdits n'était en effet que de trois pour cent.

Mais alors, toute l'œuvre des auteurs du Code Civil devenait à peu près inutile. L'internement d'un individu n'était plus soumis à aucune formalité et les internements arbitraires devinrent de plus en plus fréquents.

L'aliéné, ainsi interné sans être interdit, était soumis au droit commun et était donc capable pendant ses intervalles de lucidité; seuls les actes accomplis par lui pendant une période de démence étaient considérés comme inexistantes par suite de l'absence de consentement et pouvaient être attaqués par tous les tiers intéressés (1). Il était donc fort dangereux de contracter avec un aliéné interné et non interdit, même pendant ses intervalles lucides, car un procès en nullité était tou-

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, T. IV, n° 769; AUBRY et RAU, T. IV, § 343, p. 290; PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire de droit civil*, T. I, n° 2.074.

jours à craindre. Si la démence était continue, c'était d'ailleurs impossible. En fait, l'aliéné interné non interdit ne pouvait pas gérer sa fortune lui-même, car les tiers se refusaient à traiter avec lui. D'autre part, personne ne pouvait agir pour lui à moins d'employer le moyen bien précaire de la gestion d'affaires. On avait alors recours à un procédé que relate M. Barthélemy dans son rapport à la Chambre des Pairs, lors de la discussion de la loi actuelle (1); c'était tout simplement de faire signer à l'aliéné et avant son internement, une procuration générale à un tiers. Il est facile de se rendre compte des abus que pouvait susciter une telle pratique.

Devant cet état de choses, le législateur ne pouvait pas rester inactif. Il lui fallait faciliter l'internement des personnes peu fortunées, assurer la gestion des biens des aliénés et, ce qui était pour lui le plus important, empêcher les internements arbitraires.

Le 6 janvier 1837, M. de Gasparin, Ministre de l'Intérieur, soumettait à la Chambre des Pairs un projet de loi qui, après plusieurs modifications, devait être voté le 30 juin 1838.

La loi nouvelle réglementait le fonctionnement et l'administration des asiles d'aliénés, et résolvait le problème de la gestion des biens des personnes qui y étaient internées en créant une nouvelle catégorie d'aliénés : celle des aliénés internés et non interdits.

La loi du 30 juin 1838 est toujours à la base du statut juridique de l'aliéné interné et non interdit.

Cependant, quoique réglementée en partie, la gestion

(1) Rapport à la Chambre des Pairs par le Marquis de Barthélemy, séance du 29 juin 1837, Répertoire de Législation de Dalloz, V^o Aliéné, n^o 35, note 1.

des biens des aliénés internés n'en pose pas moins, à l'heure actuelle, des problèmes angoissants. Ainsi que nous le verrons plus loin, cette loi présente en effet de graves lacunes et le nombre toujours croissant des aliénés internés exige qu'une législation plus précise fixe les pouvoirs donnés à leurs représentants.

Ce nombre, en effet, est passé de 15.280 en 1842 à 34.919 en 1864, 64.522 en 1896, 87.428 en 1900, et il était en 1933 de 96.612 (1).

Cet accroissement est dû d'ailleurs non seulement à la progression des maladies mentales, mais aussi au fait que l'internement est maintenant employé comme moyen de guérison et que beaucoup d'aliénés, autrefois soignés à domicile, le sont maintenant dans des asiles.

Nous allons donc étudier quelles sont les grandes lignes de la loi du 30 juin 1838.

Au point de vue de la capacité civile des aliénés internés dans un asile, la loi du 30 juin 1838 attache au simple fait matériel de l'internement, des conséquences juridiques importantes.

*L'article 39 de cette loi décide, en effet, que : « Les
« actes faits par une personne placée dans un établisse-
« ment d'aliénés, pendant le temps qu'elle y aura été
« retenue, sans que son interdiction ait été prononcée ni
« provoquée, pourront être attaqués pour cause de
« démence, conformément à l'article 1304 du Code Civil.*

*« Les dix ans de l'action en nullité courront, à l'égard
« de la personne retenue qui aura souscrit les actes, à
« dater de la signification qui lui en aura été faite ou de*

(1) Voir *Annuaire statistique de la France et Statistique annuelle des institutions d'assistance.*

« la connaissance qu'elle en aura eue après sa sortie
« définitive de la maison d'aliénés; et à l'égard de ses
« héritiers, à dater de la signification qui leur en aura
« été faite, ou de la connaissance qu'ils en auront eue
« depuis la mort de leur auteur.

« Lorsque les dix ans auront commencé à courir
« contre celui-ci, ils continueront de courir contre les
« héritiers. »

De l'étude de ce texte, nous pouvons conclure que les actes passés par un individu interné ne sont pas nuls de droit, mais simplement annulables. Le tribunal a un pouvoir discrétionnaire pour apprécier leur validité.

Il s'agit là d'une nullité simplement relative qui ne peut être demandée que par l'aliéné ou ses représentants.

Suivant l'opinion de la majorité des auteurs (1), ce sera, conformément au droit commun, au demandeur, c'est-à-dire ici à l'aliéné ou à ses héritiers, à prouver la démence au moment de la passation de l'acte.

L'article 39 déroge également à l'article 504 du Code Civil en permettant aux héritiers de l'aliéné l'exercice de l'action en nullité. La prescription de cette action en nullité est fixée à dix ans, comme dans le cas de l'interdiction; mais son point de départ sera bien différent. Elle commencera à courir à l'égard de l'aliéné ou de ses héritiers, non du jour de la sortie de l'asile, mais seulement : soit du jour où signification leur en aura été faite, soit de celui où ils en auront eu personnellement connaissance.

(1) DEMOLOMBE, VIII, n° 853; LAURENT, V, n° 399; AUBRY et RAU, I, § 127 bis; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, IV, n° 1035.

Cette fixation du point de départ de la prescription est une disposition excellente. La pratique révèle en effet que presque jamais un aliéné ne se souvient des actes faits pendant sa folie et la prescription aurait pu s'accomplir sans que les intéressés puissent agir.

Une dernière disposition de l'article 39 prévoit enfin que, si la prescription commence à courir du vivant de l'aliéné, elle continue à courir contre ses héritiers.

Ayant ainsi établi une incapacité pour l'aliéné interné, la loi du 30 juin 1838 devait également édicter des mesures suffisantes pour assurer la gestion de ses biens. Ces mesures, elle les a prises dans les articles 31 à 38 et elle a institué plusieurs organes dont les principaux sont l'administrateur provisoire et le mandataire ad litem.

A l'administrateur provisoire, elle donne mandat de gérer le patrimoine de l'aliéné. Pour cela, elle lui permet certains actes dont l'étude fera l'objet des chapitres suivants. Mais, par contre, elle lui a complètement interdit de représenter l'aliéné en justice. Dans le cas où cette représentation deviendrait absolument nécessaire, elle a confié à la justice le soin de nommer un mandataire ad litem auquel cette mission serait spécialement confiée.

A côté de ces organes principaux, la loi du 30 juin 1838 en a créé d'autres dont le rôle est beaucoup plus effacé.

D'abord le curateur, prévu par l'article 38 de la loi, dont la mission consiste à veiller sur la personne même de l'aliéné. Il doit s'assurer que tous les soins nécessaires lui sont donnés et que ses revenus sont bien employés à subvenir à ses besoins. Il est en outre chargé de sur-

veiller les progrès de sa guérison et d'obtenir sa sortie de l'asile dès que son état le permet. Ce curateur, dont la nomination est d'ailleurs facultative, est destiné à fortifier la surveillance administrative dont tous les asiles d'aliénés sont l'objet.

Enfin le notaire, dont l'intervention n'a été prévue par l'article 38 de la loi que pour représenter, éventuellement, dans des inventaires, comptes, liquidations et partages, l'aliéné interné non soumis à l'administration provisoire.

Mais la loi du 30 juin 1838 ne s'est pas contentée de régler la capacité et la gestion des biens des aliénés internés.

Dans sa première partie (articles 1 à 30), elle s'est occupée du fonctionnement et de l'administration des asiles d'aliénés. Cette première partie, fort importante pourtant, sort du cadre de notre étude. Nous nous devons cependant de donner quelques détails sur une distinction faite par la loi entre les asiles d'aliénés publics et les asiles d'aliénés privés.

Cette distinction, toute administrative, a en effet, comme nous le verrons plus loin, d'importantes répercussions sur la désignation de l'administrateur provisoire.

Dans les asiles publics, cette administration provisoire s'exerce de plein droit sur tous les aliénés qui y sont internés. Elle doit être au contraire instituée par justice pour les aliénés internés dans un asile privé.

La responsabilité, la durée des pouvoirs et même certaines des attributions de l'administrateur provisoire, sont également différentes suivant qu'il s'agit d'asiles publics ou d'asiles privés.

Nous allons étudier ces deux sortes d'asiles.

Les asiles d'aliénés publics sont des établissements fondés et entretenus aux frais de l'Etat, des départements ou des communes. La plupart appartiennent d'ailleurs aux départements : ce sont des asiles départementaux. Chaque département est tenu de posséder un asile d'aliénés. Il peut cependant traiter avec un département voisin en vue de la création d'un asile public interdépartemental, ou avec un asile privé qui fera alors fonction d'asile public.

Ce qui caractérise les asiles d'aliénés publics, c'est d'être placés directement sous la direction de l'autorité publique (loi du 30 juin 1838, article 2).

L'administration de ces établissements est assurée par un directeur, une commission de surveillance et un receveur. Le directeur, nommé par le ministre de l'Intérieur sur une liste de trois candidats présentés par le préfet, est chargé de l'administration intérieure de l'asile. Il surveille l'admission et la sortie des personnes placées dans l'établissement. Il nomme et révoque les gens de service et gère les biens de l'asile. Son autorité est d'ailleurs soumise au contrôle de la commission de surveillance. A aucun moment il n'intervient dans la gestion des biens des aliénés.

La commission de surveillance de l'asile se compose en général de cinq membres. Ce nombre peut être porté à sept, neuf ou onze dans certains cas particuliers (décret du 28 juillet 1879). Les membres de la commission sont nommés par le préfet. Ils sont renouvelables chaque année par roulement et sont indéfiniment rééligibles. Ils ne peuvent être révoqués que par le ministre

de l'Intérieur sur le rapport du préfet. Leurs fonctions sont gratuites.

Les attributions de cette commission de surveillance sont réglées par la loi du 30 juin 1838, l'ordonnance du 18 décembre 1839, le règlement du 20 mars 1857 et le décret du 18 juillet 1879. Elle est principalement chargée :

— de surveiller l'administration intérieure de l'asile et de donner son avis sur tout ce qui la concerne;

— de contrôler la gestion de son directeur;

— et, ce qui nous importe le plus, de gérer les biens des aliénés.

L'article 31 de la loi du 30 juin 1838 lui attribue, en effet, de plein droit les fonctions d' « administrateur provisoire » à l'égard des personnes non interdites placées dans l'établissement.

Le receveur de l'asile est chargé de la comptabilité de l'établissement. Il est également le dépositaire des fonds appartenant aux aliénés. Il est chargé de leur maniement et aucun mouvement de ceux-ci ne peut se faire sans son concours. Le receveur est soumis aux dispositions concernant les comptables publics. Son cautionnement est affecté par privilège spécial à la garantie du remboursement des deniers appartenant aux aliénés (loi du 30 juin 1838, article 31).

Les asiles d'aliénés privés sont gérés et organisés par des particuliers et à leurs frais. Ils ne sont pas soumis à la direction de l'autorité publique, mais seulement à sa surveillance (loi du 30 juin 1838, article 3). Cette surveillance, d'ailleurs assez serrée, est nécessaire pour empêcher les internements arbitraires qui pourraient se produire. Tout établissement privé qui reçoit des aliénés

y est soumis. Il n'est tenu aucun compte pour l'exercice de cette surveillance, ni de la durée probable de l'internement des malades, ni de la gravité de leur état, ni même du fait que leur internement pourrait être volontaire (1).

Ces asiles d'aliénés privés ne possèdent pas de commission de surveillance. Même s'ils en ont une, ce qui peut arriver dans le cas d'un asile privé faisant fonction d'asile public, elle n'a absolument aucun pouvoir pour gérer les biens des aliénés, et la nomination par la justice d'un administrateur provisoire s'imposera dans chaque cas.

Nous voyons donc déjà apparaître une différence importante entre la gestion des biens des aliénés internés dans un asile public et la gestion des biens de ceux qui sont internés dans un asile privé. Les premiers seront munis d'office d'un administrateur provisoire, les seconds devront en demander la nomination.

Se basant sur ce fait, certains auteurs, Planiol et Grisolles (2), ont proposé d'appeler :

— « administrateur légal », l'administrateur provisoire nommé d'office;

— « administrateur judiciaire » ou « administrateur datif », celui qui est désigné par la justice.

Cette terminologie a l'inconvénient de permettre une confusion entre l'administrateur provisoire prévu par la loi du 30 juin 1838 et d'autres administrateurs, par exemple le père, « administrateur légal » des biens de son

(1) Tribunal correctionnel de Nantes, 2 janvier 1929, Gaz. Pal., 1929-I-454; Sirey, 1929-2-50.

(2) PLANIOL, RIPERT et SAVATIER, T. I, n° 718; GRISOLLE, *L'aliéné non interdit*, p. 8.

fils mineur, ou encore « l'administrateur judiciaire » d'une succession bénéficiaire.

Nous emploierons donc l'appellation plus exacte d' « administrateur provisoire légal » et « d'administrateur provisoire judiciaire ».

Notre étude sur les pouvoirs de l'administrateur provisoire de l'aliéné interné non interdit sera divisée en quatre titres.

Dans le premier, nous étudierons quelles sont les personnes soumises à l'administration provisoire et les modes de nomination de cet administrateur provisoire.

Le deuxième titre aura pour objet l'étude des pouvoirs reconnus à l'administrateur provisoire par la loi et par la jurisprudence.

Dans le troisième titre, nous examinerons comment prennent fin les pouvoirs de l'administrateur provisoire, les comptes qu'il peut avoir à rendre et la responsabilité qui lui incombe.

Nous terminerons notre étude par l'examen des critiques que l'on peut adresser à la loi du 30 juin 1838 et par un exposé sommaire des différents projets de loi qui ont eu pour but de modifier et d'améliorer le régime des aliénés.

TITRE PREMIER

Désignation de l'Administrateur provisoire

Ce titre sera divisé en trois chapitres.

Dans le premier chapitre nous étudierons quelles sont les personnes qui peuvent être soumises à l'administration provisoire et les différentes éventualités susceptibles de se produire suivant que l'internement a lieu dans un asile public ou dans un asile privé.

Dans le deuxième chapitre, nous exposerons d'abord comment est désigné l'administrateur provisoire légal donné d'office à tout individu interné dans un asile public; nous étudierons ensuite les formalités à accomplir pour obtenir de la justice la nomination d'un administrateur provisoire.

Enfin, dans un dernier chapitre, nous examinerons quelques règles particulières applicables dans un certain nombre d'établissements publics d'aliénés.

CHAPITRE PREMIER

PERSONNES SOUMISES A L'ADMINISTRATION PROVISOIRE

SECTION I

ASILES PUBLICS D'ALIÉNÉS

D'après l'article 31 de la loi du 30 juin 1838 : « les commissions administratives de surveillance des hospices ou établissements publics d'aliénés exerceront, à l'égard des personnes non interdites qui y seront placées, les fonctions d'administrateurs provisoires ».

La règle paraît donc être générale : tout individu interné dans un asile public est soumis à l'administration provisoire.

Une seule exception est prévue par la loi : l'interdiction de l'aliéné. Dans ce cas, en effet, la gestion du patrimoine de l'aliéné est assurée d'une façon très complète et la présence d'un administrateur provisoire serait complètement inutile. Cependant, il existe parmi les internés plusieurs catégories d'individus qui, comme l'interdit, sont soumis à l'autorité d'une personne ayant le pouvoir de gérer leurs biens, ou qui ont donné à un

tiers avant leur internement le mandat de les gérer. L'administration provisoire se révèle là encore comme inutile.

Quelles sont ces personnes ? Nous pouvons citer :

— Les mineurs;

— Les femmes mariées;

— Les individus ayant consenti, avant leur internement, une procuration générale.

1° *Mineurs*. — Les mineurs sont, ou soumis à la puissance paternelle, ou pourvus d'un tuteur, ou enfin émancipés et, par suite, assistés d'un curateur.

Dans les deux premiers cas, les pouvoirs du père ou du tuteur dépassent de beaucoup les pouvoirs très réduits de l'administrateur provisoire; son intervention serait donc inutile.

Assimilant le mineur non émancipé à l'interdit, nous déciderons donc, d'accord avec l'unanimité de la doctrine, que l'administration provisoire ne lui est pas applicable. Il en est tout autrement pour les mineurs émancipés. Ils possèdent en effet le pouvoir d'administrer leurs biens (Code Civil, article 481) et l'administrateur provisoire devra les représenter dans la limite de ses attributions.

2° *Femmes mariées*. — Suivant le régime matrimonial, la femme mariée peut ou non posséder des pouvoirs d'administration sur ses propres. A notre avis, il est logique qu'elle soit munie d'un administrateur provisoire agissant dans la limite des pouvoirs possédés par elle avant son internement.

Nous ne manquerons pas de revenir sur cette ques-

tion lors de l'étude des difficultés qui peuvent survenir à l'occasion du mariage de l'aliéné.

3° *Personnes ayant consenti, avant leur internement, une procuration générale.* — Si un individu consent une procuration à un tiers avant son internement, quel sera le sort de cette procuration ?

Considérée comme valable, elle rend sans aucun doute inutile l'administration provisoire. Si, au contraire, on la considère comme nulle, l'administration provisoire redevient nécessaire.

Chardon (1) s'appuie sur la théorie de l'absence et déclare « que le mandataire de l'aliéné non interdit « séquestré, devrait conserver tous ses pouvoirs pendant « toute la vie de ce dernier, si la folie était incurable, « puisqu'on aurait sans cesse des nouvelles de sa « malheureuse existence ».

Cette opinion a été rejetée par la majorité des auteurs qui s'en remettent au tribunal pour « décider « en fait si, à raison de l'état mental de l'aliéné, la procuration doit être déclarée révoquée » (2).

Nous pouvons conclure qu'en fait, tous les aliénés internés dans un asile public sont soumis à l'administration provisoire, exception faite toutefois pour les interdits et les mineurs non émancipés.

Il nous faut d'ailleurs remarquer ici que la commission de surveillance peut être dessaisie de son rôle

(1) CHARDON, *Traité des trois Puissances, Puissance tutélaire*, n° 189, p. 59.

(2) DEMOLOMBE, VIII, n° 815. Voir aussi AUBRY et RAU, I, § 127 bis, note 6; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, IV, n° 1012; FUZIER HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN du SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliéné*, n° 351.

d'administrateur provisoire à l'égard de certains aliénés internés dans un asile public. L'article 31 de la loi du 30 juin 1838 prévoit en effet la nomination possible d'un administrateur provisoire par la justice.

SECTION II

ASILES D'ALIÉNÉS PRIVÉS

La loi du 30 juin 1838 n'impose pas, pour les internés de ces établissements, la nomination d'un administrateur provisoire. Cette nomination reste subordonnée à une demande présentée en justice dans les formes et conditions que nous nous réservons d'exposer plus loin.

Sauf les exceptions étudiées pour les asiles publics, tous les internés des établissements privés peuvent donc être pourvus d'un administrateur provisoire. Trop fréquemment, il n'en est pas ainsi et c'est là une grave lacune.

Au moment de la discussion de la loi du 30 juin 1838 devant la Chambre des Pairs, un amendement avait été proposé par le Comte de Portalis, tendant à exiger la nomination par la justice d'un administrateur provisoire dans les trois mois qui suivraient l'internement. Cet amendement fut repoussé sur intervention de M. Girod, député de l'Ain, afin d'éviter aux familles des formalités et des frais supplémentaires.

CHAPITRE II

NOMINATION DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

Nous allons successivement étudier comment est désigné l'administrateur nommé d'office à toute personne internée dans un asile public, puis comment se fait la nomination d'un administrateur par la justice.

SECTION I

ADMINISTRATEUR PROVISOIRE LÉGAL

Nous avons déjà vu que la commission de surveillance de l'asile était chargée de l'administration provisoire des biens des aliénés. Cependant, elle ne remplit pas elle-même la mission qui lui a été ainsi confiée par la loi; elle délègue ses pouvoirs à un de ses membres qui prend plus spécialement le nom d'administrateur provisoire (loi du 30 juin 1838, article 31).

Ce délégué est nommé pour un an. Ses fonctions sont gratuites et indéfiniment renouvelables. Elles sont géné-

ralement confiées à un notaire honoraire, son expérience des affaires et ses connaissances juridiques le rendant plus apte que quiconque à défendre les intérêts des aliénés.

Mais cette désignation ne constitue qu'une mesure d'ordre intérieur. La commission de surveillance toute entière reste tenue, en tant que collège, de la bonne exécution du mandat ainsi confié à un de ses membres et elle doit en surveiller l'accomplissement (1).

C'est en tenant compte de ce contrôle permanent que la loi n'a pas jugé utile de fixer un terme aux pouvoirs de l'administrateur.

SECTION II

ADMINISTRATEUR PROVISOIRE JUDICIAIRE

La nomination par la justice d'un administrateur provisoire peut avoir lieu :

— Lorsque l'aliéné est interné dans un asile privé et, dans ce cas, l'administrateur provisoire judiciaire est seul susceptible de garantir ses intérêts;

— Lorsque, conformément aux dispositions de la loi du 30 juin 1838, il est fait usage de la faculté de remplacer pour les internés des asiles publics, l'administrateur provisoire légal par un administrateur nommé judiciairement.

(1) AUBRY et RAU, I, § 127 *bis*, note 3; FUZIER HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général de Droit, V° *Aliéné*, n° 333.

Pour cette nomination judiciaire, et aussi bien dans un cas comme dans l'autre, la loi a édicté plusieurs formalités (article 32) :

— une demande présentée par une des personnes ou autorités énumérées à l'article 32;

— une réunion du conseil de famille de l'aliéné, appelée à donner son avis sur l'utilité de la nomination;

— une décision du tribunal.

Nous allons étudier séparément ces trois formalités.

§ 1. DEMANDE.

Aux termes de l'article 32, cette demande doit être faite par les parents, l'époux ou l'épouse, la commission administrative ou le procureur de la République. Cette énumération est limitative et nous refuserons à toute autre personne le droit de demander à la justice la nomination d'un administrateur provisoire. Deux questions cependant ont été soulevées à ce sujet :

De quels parents s'agit-il exactement ?

L'aliéné peut-il lui-même faire cette demande ?

Pour répondre à la première question, il suffit de remarquer que l'article 32 se réfère à l'article 497 du Code civil.

Nous suivrons donc les règles édictées à ce sujet pour l'interdiction. Sera donc considérée, par suite, comme valable la demande faite par tous les parents, même adoptifs ou naturels, sous réserve pour ces derniers, que la parenté naturelle soit légalement reconnue.

Pour cette demande, aucun ordre hiérarchique n'est établi. Un parent éloigné peut donc agir, si ceux de degré plus rapproché restent inactifs.

Jusqu'à quel degré reconnaitrons-nous ce droit aux parents ? La loi a limité les effets juridiques de la parenté au sixième degré, mais a reculé cette limite au douzième degré quand on se trouve en présence d'un individu ne pouvant pas tester. Il semble donc logique d'admettre la demande des parents jusqu'au douzième degré (1).

Les alliés, par contre, n'ont certainement pas le droit d'agir (2).

La deuxième question ne présente que peu d'intérêt.

Il sera en effet bien rare de voir un aliéné assez sage pour faire lui-même la demande d'un administrateur provisoire.

Deux thèses différentes ont été cependant soutenues à ce sujet.

La première, défendue par Demolombe et Sarraute (3), se base sur le fait que la loi de 1838 accorde à l'aliéné le pouvoir de demander la nomination du curateur et, par analogie, lui accorde celui de demander la nomination d'un administrateur provisoire.

La loi est formelle, disent au contraire Aubry et Rau et Baudry-Lacantinerie (4) : l'aliéné n'est pas parmi les personnes énumérées à l'article 32. De plus, il lui est toujours possible de s'adresser au procureur de la République en vue de la nomination d'un administrateur

(1) La solution est admise par la jurisprudence pour l'interdiction; Rennes, 3 février 1930, S. 1931-2-41.

(2) Tribunal de la Seine, 28 janvier 1854, cité par BERTIN, *Chambre du Conseil*, T. II, n° 729, p. 39.

(3) DEMOLOMBE, T. VIII, n° 816; SARRAUTE, *Revue Critique*, T. 14, p. 628.

(4) AUBRY et RAU, T. I, § 127 bis ; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, T. IV, n° 1011.

judiciaire. De ce fait, les inconvénients que présente pour lui l'impossibilité de faire la demande sont considérablement diminués.

Avec ces derniers auteurs, nous estimons que l'aliéné n'a pas pouvoir de demander à la justice la nomination à son profit d'un administrateur provisoire. La jurisprudence a d'ailleurs adopté cette opinion (1).

§ 2. CONSEIL DE FAMILLE.

La loi du 30 juin 1838 exige, préalablement à la nomination de l'administrateur provisoire judiciaire, la réunion du conseil de famille de l'aliéné.

Deux questions se posent à ce sujet :

— comment est composé ce conseil de famille ?

— quel est son rôle ?

A. Composition du conseil de famille

Elle obéit aux règles édictées par les articles 407 et suivants du Code Civil qui ont trait au conseil de famille du mineur.

On pourrait se demander si, par analogie avec l'article 495 du Code Civil, il n'y aurait pas lieu d'exclure du conseil de famille la personne qui a demandé la nomination d'un administrateur provisoire. Mais ce texte est spécial à l'interdiction, et rien ne nous autorise à l'étendre à la nomination d'un administrateur provisoire, qui a beaucoup moins de gravité que l'interdiction. Il ne nous semble donc pas qu'il y ait à en faire état.

(1) Paris, 3 février 1933, Gaz. Pal., 1933-I-598.

Si l'aliéné n'a pas de famille, ou si ses parents sont inconnus, le conseil de famille sera composé soit d'amis de l'aliéné (1), soit même de six personnes notables (2).

Si l'aliéné est un enfant naturel, reconnu ou non, un problème délicat a été posé par la loi du 2 juillet 1907. Cette loi a prévu, en effet, que la chambre du conseil du tribunal remplirait à l'égard des mineurs, enfants naturels, le rôle de conseil de famille. Fallait-il appliquer cette nouvelle disposition à l'aliéné interné, enfant naturel, ou au contraire s'en tenir, comme on le faisait auparavant, aux dispositions de l'article 409 du Code Civil ?

La jurisprudence (3) applique ici les dispositions de la loi du 2 juillet 1907. Elle donne par conséquent qualité à la chambre du conseil du tribunal pour délibérer sur la nomination d'un administrateur provisoire.

Cette jurisprudence a soulevé plusieurs critiques.

On lui a reproché de faire intervenir ici l'article 509 du Code Civil, spécial à l'interdiction, et qui applique à la tutelle de l'interdit les lois sur la tutelle des mineurs.

De plus, il peut sembler étrange de voir la chambre du conseil donner d'abord son avis sur la nomination et procéder ensuite à cette nomination.

Il est bien évident, cependant, que la loi de 1838 n'a pas voulu déroger aux règles ordinaires du conseil de famille. Un avis donné par la chambre du conseil du tribunal nous semble, d'ailleurs, présenter autant de

(1) Art. 409 C. C. ; Ch. du Conseil de la Seine, 3 juin 1854 cité par BERTIN, *Chambre du Conseil*, T. II, p. 41.

(2) DEMOLOMBE, T. VIII, n° 820; FUZIER HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliéné*, n° 354; DURIEU et ROCHE, Répertoire des établissements de bienfaisance, V° *Aliéné*, n° 138.

(3) Tribunal civil de la Seine, 29 juin 1909, D. P. 1910-2-298 et la note; Journal des Notaires, 29.628.

garantie que celui qui peut être donné par six personnes ne connaissant pas l'aliéné.

B. Rôle du conseil de famille

Le conseil de famille ainsi composé ne peut prendre aucune décision. Son rôle est purement consultatif et ne consiste qu'à donner un avis sur l'opportunité de la mesure demandée (1).

La délibération du conseil de famille de l'aliéné n'en est pas moins indispensable et son défaut rendrait nulle toute nomination judiciaire d'administrateur provisoire (2).

§ 3. DÉCISION DU TRIBUNAL.

Le tribunal compétent pour procéder à la nomination de l'administrateur provisoire sera celui du domicile de l'aliéné (3) (loi du 30 juin 1838, article 32). Si ce domicile est inconnu, la compétence appartiendra à la juridiction du lieu de l'établissement.

La décision du tribunal sera prise en chambre du conseil, mais seulement après les conclusions du ministère public. Cette dernière condition n'est qu'une appli-

(1) Chambre du Conseil de la Seine, 1^{er} juillet 1853, cité par BERTIN, *Chambre du Conseil*, T. II, p. 43.

(2) Tribunal de Dax, 29 novembre 1900, Répertoire pratique du Notariat de DÉFRÉNOIS, n° 11.926; Gaz. du Palais, 21 mars 1901.

(3) DURIEU et ROCHE, Répertoire des établissements de bienfaisance, V° *Aliéné*, n° 139; FUZIER-HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliéné*, n° 352.

cation du principe général, qui veut que dans toute question mettant en jeu l'état ou la capacité des personnes, le ministère public soit entendu.

La nomination de l'administrateur provisoire est entièrement subordonnée à la volonté du tribunal, qui pourra l'accorder ou la refuser suivant les circonstances. Il est bien évident que, si l'on se trouve en présence d'un aliéné indigent ou dont la sortie de l'asile est imminente, cette nomination sera complètement inutile.

L'article 32 de la loi du 30 juin 1838 prévoit également que la décision du tribunal ne sera pas sujette à appel. Cependant, si la chambre du conseil avait investi l'administrateur provisoire de pouvoirs excédant ceux que prévoit la loi de 1838, ou si un préjudice était causé à un tiers, l'appel ou la tierce opposition serait possible (1). Les actes de juridiction gracieuse ne sont en effet que des actes d'administration judiciaire et peuvent fort bien être modifiés par la juridiction contentieuse.

Choix de l'administrateur provisoire

Si la chambre du conseil juge à propos de nommer un administrateur provisoire, son choix est entièrement libre. Elle peut nommer un parent, un ami, un étranger. La femme de l'aliéné interné peut également remplir à l'égard de son mari les fonctions d'administrateur provisoire.

Le plus souvent ce sera le conjoint ou un parent de

(1) Caen, 15 novembre 1870, D. 73-2-238; Rouen, 25 février 1880, D. 1881-2-76; Montpellier, 21 juin 1928, Mon. Jurid. Midi, 1928-229.

l'aliéné qui sera choisi. Mais il peut arriver, dans certains cas de folie, que l'aliéné ait une méfiance malade de son entourage; il sera alors plus indiqué pour sa guérison de nommer un étranger. Il arrive d'ailleurs souvent que le conseil de famille, sortant du rôle purement consultatif qui lui a été attribué par la loi, désigne un administrateur de son choix. Si la chambre du conseil juge que la personne ainsi désignée est inapte à assurer les fonctions d'administrateur provisoire, ou que les mobiles qui l'ont fait choisir par le conseil de famille sont de nature à nuire aux intérêts de l'aliéné, elle est parfaitement libre de nommer un autre administrateur provisoire.

Si le tribunal nomme une femme mariée comme administrateur provisoire, celle-ci aura-t-elle besoin de l'autorisation de son mari pour accepter cette fonction ?

Aux termes de la loi du 18 février 1938, une femme mariée peut accepter d'être subrogée tutrice sans autorisation maritale. Mais l'administration provisoire judiciaire peut entraîner d'assez graves conséquences pour celui qui en est chargé, notamment une hypothèque sur ses biens; de plus, dans l'état actuel du droit, il ne nous semble pas possible d'étendre cette disposition à l'administration provisoire; cette autorisation nous paraît donc indispensable.

Lorsque l'aliéné est une femme mariée, les fonctions d'administrateur provisoire nous paraissent revenir logiquement à son mari qui, en cas d'interdiction de sa femme, en devient de droit le tuteur.

La jurisprudence semble bien être de cet avis et si elle n'impose pas obligatoirement le mari comme administrateur provisoire, du moins elle ne lui enlève ce

droit qu'en cas d'opposition certaine d'intérêts entre les deux époux, par exemple en cas d'instance en divorce ou en séparation de corps ou de biens (1).

§ 4. CARACTÈRE DE L'ADMINISTRATION PROVISOIRE JUDICIAIRE. DISPENSES ET EXCLUSIONS.

L'administration provisoire judiciaire est une charge obligatoire et gratuite (2), qui n'est pas sans certains inconvénients pour la personne qui l'assume. Elle peut par exemple provoquer la constitution d'une hypothèque sur ses biens.

Aussi, la loi de 1838 a prévu certaines dispenses ou excuses, ainsi que certaines incapacités ou exclusions.

D'après son article 34, « les dispositions du Code « Civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, sur les « incapacités, les exclusions ou les destitutions des « tuteurs, sont applicables aux administrateurs provi- « soires nommés par le tribunal ». Les causes de dispenses sont énumérées dans les articles 427 à 441 du Code Civil; ce sont notamment :

— certaines fonctions, le sexe féminin, l'âge de soixante cinq ans, une infirmité grave, l'exercice de deux tutelles, la présence de cinq enfants légitimes.

Par analogie avec la disposition de l'article 435 du Code Civil, nous déciderons que l'exercice de deux administrations provisoires peut dispenser d'en accepter une troisième.

(1) Cass., Rèq., 14 février 1881, D. 1881-I-375.

(2) DEMOLOMBE, T. VIII, n° 822; AUBRY et RAU, T. I, § 127 *bis*; FUZIER-HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliéné*, n° 365.

Les incapacités, les exclusions et destitutions sont énumérées dans les articles 442 à 444 du Code Civil. Elles comprennent notamment la minorité, un procès en cours avec l'aliéné, la condamnation à une peine afflictive ou infamante, l'inconduite ou la mauvaise gestion.

CHAPITRE III

ÉTUDE DE QUELQUES CAS SPÉCIAUX D'INTERNEMENT

Les règles que nous venons de rappeler ne sont pas suivies dans un certain nombre d'établissements d'aliénés.

1° *Etablissements de la Seine et certains établissements de Seine-et-Oise.* — La gestion des établissements publics de la Seine et celle des asiles de Ville-Evrard et de Vacluse, situés en Seine-et-Oise, est confiée au préfet de la Seine (1). Il existe pour l'ensemble de ces établissements une seule commission de surveillance, qui remplit à l'égard de tous les aliénés qui y sont internés le rôle d'administrateur provisoire.

Un décret des 11 août et 6 octobre 1888 (2) a, en outre, institué pour tous ces asiles un receveur unique chargé du maniement des fonds des aliénés.

2° *Ville de Paris.* — Une loi du 10 janvier 1849 (3)

(1) Règlement d'administration publique du 16 août 1874, D.P. 1874-4-45.

(2) D.P. 1888-4-54.

(3) D.P. 1849-4-36.

confie au directeur de l'assistance publique de Paris la « tutelle » des aliénés internés dans cette ville.

En fait, cependant, depuis les décrets du 16 août 1874 et des 16 août-6 octobre 1888, la gestion des biens des aliénés internés dans les asiles publics de la ville de Paris est confiée à l'administrateur provisoire délégué par la commission de surveillance des établissements publics de la Seine (1).

3° *Internement dans des quartiers d'hospice.* — Les aliénés peuvent être placés dans des quartiers d'hospices, spécialement aménagés pour eux. Dans ce cas, la commission administrative de ces établissements devra faire agréer par le préfet du département intéressé un préposé, qui remplira, à l'égard des aliénés, le rôle d'administrateur provisoire. Le receveur de l'hospice aura seul le maniement des deniers (2).

4° *Asiles privés faisant fonction d'asiles publics.* — L'internement d'un aliéné à la requête de l'autorité publique a lieu en principe dans l'asile d'aliénés départemental.

Il arrive cependant que le département ne possède pas d'asile. L'internement, nous l'avons dit, se fera alors, soit dans l'asile interdépartemental, soit, s'il n'en existe pas, dans un asile privé faisant fonction d'asile public.

Dans ce dernier cas, on peut se demander quel sera le mode de gestion des biens de l'aliéné.

La commission de surveillance dont est obligatoirement muni l'asile d'aliénés privé faisant fonction d'asile

(1) DALLOZ, Rép. prat., V° *Aliénés*, n° 293.

(2) Ordonnance du 18 décembre 1839, article 11.

public (1) aura-t-elle le rôle d'administrateur provisoire, ou faudra-t-il avoir recours à la nomination d'un administrateur par la justice ?

Sans aucun doute, c'est à la dernière solution qu'il faudra avoir recours. La commission de surveillance de ces asiles n'a, en effet, que des pouvoirs de surveillance et l'article 31 de la loi du 30 juin 1838 ne lui est pas applicable. Elle ne possède donc pas de plein droit les fonctions d'administrateur provisoire, et ces fonctions doivent être remplies par un administrateur provisoire désigné par le tribunal. Il faut remarquer d'ailleurs que dans ce cas les pouvoirs de l'administrateur provisoire judiciaire n'expirent pas au bout du délai de trois ans, mais durent tant que l'aliéné est interné dans l'asile (loi du 30 juin 1838, article 37 *in fine*).

(1) Circulaire du ministre de l'Intérieur du 14 janvier 1860.

TITRE DEUXIÈME

Des Pouvoirs de l'Administrateur provisoire

Avant de commencer l'étude des pouvoirs de l'administrateur provisoire, il est nécessaire de bien pénétrer la pensée des auteurs de la loi du 30 juin 1838.

Il s'agissait pour eux de faciliter l'internement et d'écarter, autant que possible, les formalités préalables. Parmi celles-ci, l'interdiction était la plus gênante (1) et la plus pénible pour les familles.

D'un autre côté, il fallait assurer la gestion des biens de l'aliéné, pour ne pas rendre l'interdiction nécessaire dans un délai fort rapproché.

C'est dans ce but que fut créée l'administration provisoire. Cette administration n'excluait pas cependant d'une façon complète l'interdiction. Elle ne devait être que temporaire, que « provisoire » :

— Provisoire, car si l'aliéné guérissait, son patrimoine n'avait plus besoin d'être administré en son nom;

(1) « Le projet, ainsi que la commission l'a déjà fait observer, « a essentiellement pour objet de prévenir les demandes en interdiction. Si dans cette intention elle n'a point exigé que l'interdiction fut prononcée ou provoquée avant de soumettre l'aliéné à l'état d'isolement, il ne faut pas que la nécessité de pourvoir à l'administration de ses biens vienne en imposer en quelque sorte l'obligation de sa famille. » (Rapport à la Chambre des Pairs par le Marquis de Barthélemy; séance du 29 juin 1837, DALLOZ, Rép. de Législ., V^e *Aliénés*, n^o 35, note 1.)

— Provisoire car, au contraire, si la guérison tardait, elle devait faire place à l'interdiction.

Cette idée est parfaitement exposée par Saleilles :
« On croyait tout au moins, dit-il, lorsque l'état serait
« incurable ou que la folie prendrait un certain carac-
« tère de permanence, que l'issue normale, au point de
« vue juridique, serait encore l'interdiction avec toutes
« les garanties qu'elle présente. C'est sous cette forme
« seulement que devait se réaliser l'administration régu-
« lière et définitive. Jusque là, tout ne devait être que
« strictement provisoire, limité aux mesures indispen-
« sables; dès qu'une situation un peu compliquée, dès
« qu'un acte grave et important doit se présenter ou
« s'imposer, on considérerait qu'il fallait alors provoquer
« l'interdiction et obliger les intéressés ou les ayants-
« droit à la proposer (1). »

(1) SALEILLES, Rapport préliminaire sur les questions relatives à la gestion des biens et à la capacité civile des aliénés internés, *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1904, p. 263.

M. TANON déclare aussi : « On voulut donc reculer cette pro-
« cédure (l'interdiction) pendant un certain temps d'épreuve
« pour le malade, et pourvoir cependant à la conservation de
« ses biens dans une mesure suffisante. Ce fut là la pensée
« logique qui présida à la création d'une administration provi-
« soire. » (TANON, *Etude de la loi sur les aliénés*, Revue pratique du Droit français, année 1868, T. I.)

Dans BERTIN (*Chambre du Conseil*, T. II, p. 35), nous trouvons enfin une décision déclarant « que la loi de 1838 n'a été
« promulguée que pour être invoquée et être appliquée en vue
« de pourvoir aux premières nécessités, au moment même où
« l'invasion d'une maladie souvent passagère venait à l'impro-
« viste laisser sans direction et sans chef une fortune qui ne
« pouvait demeurer à l'abandon; qu'une fois les premiers
« instants passés, lorsque, par le temps écoulé, il est établi que
« les mesures d'urgence n'ont pas été jugées indispensables ou
« qu'elles seraient insuffisantes parce que les dangers qu'elles
« doivent conjurer appellent un remède plus énergique, force
« doit être d'avoir recours au droit commun, puisque le droit
« d'exception qui, sans périls, ne peut pas s'étendre, a cessé
« d'exister ». (Chambre du conseil de la Seine, 7 mars 1849.)

Partout, dans la loi du 30 juin 1838, nous voyons apparaître la préoccupation du législateur de ne pas engager l'avenir :

— la durée des baux est fixée au maximum à trois ans;

— la nomination d'un mandataire *ad litem* n'est possible pour intenter une action « qu'en cas d'urgence » ;

— la durée des pouvoirs de l'administrateur provisoire judiciaire est fixée à trois ans.

Considérés comme temporaires, les pouvoirs de l'administrateur provisoire devaient, par suite, être très réduits. En sus de la possibilité de faire des actes conservatoires, ils ne comportent qu'un certain nombre d'attributions limitativement énumérées par la loi.

L'administrateur provisoire de l'aliéné interné est, d'ailleurs, une création originale de la loi du 30 juin 1838.

Il ne faut pas le confondre, comme le fait Chardon (1), avec l'administrateur des biens de l'absent, ni même, comme le fait M. Grisolle (2), avec l'administrateur provisoire prévu par l'article 497 du Code Civil en cas d'interdiction.

De telles confusions entraîneraient à donner à l'administrateur provisoire de l'aliéné des pouvoirs qui doivent lui être refusés. C'est ainsi que Chardon admire la prévoyance du législateur qui, « par suite de l'assimilation du captif à l'absent », autorise l'administrateur provisoire à accepter une succession.

(1) *Traité des trois Puissances, Puissance tutélaire*, p. 54.

(2) *L'aliéné non interdit*, p. 33.

Mais si l'idée du législateur était claire et précise, son application pratique a donné des résultats bien différents de ceux qu'il espérait. Il avait prévu un moyen temporaire d'éviter l'interdiction; ce moyen est devenu définitif. A l'heure actuelle, l'interdiction n'est presque jamais demandée, et l'administration provisoire est devenue le statut normal et définitif des aliénés internés.

Mais alors, de multiples difficultés surgissent. Les pouvoirs de l'administrateur provisoire, suffisants pour une gestion temporaire, sont trop incomplets pour assurer une administration de longue durée.

La jurisprudence est alors intervenue. Considérant que l'interdiction était un moyen extrême auquel il ne fallait recourir que dans des cas exceptionnels, elle a augmenté d'une façon continue les pouvoirs de l'administrateur provisoire.

Cette extension est maintenant arrivée à un tel point que, sauf pour certains actes, l'aliénation d'un immeuble par exemple, les pouvoirs de l'administrateur provisoire sont comparables en fait à ceux du tuteur de l'interdit.

Ce sont ces pouvoirs que nous allons examiner en détail.

Cette étude sera divisée en cinq chapitres :

- 1° Les actes conservatoires;
- 2° Les actes permis par la loi;
- 3° Les actes interdits à l'administrateur provisoire;
- 4° Les actes autorisés par la jurisprudence;
- 5° Les cas particuliers résultant du mariage de l'aliéné.

CHAPITRE PREMIER

ACTES CONSERVATOIRES

Les actes conservatoires, mesures utiles et n'entraînant aucune dépense sérieuse, sont toujours possibles pour l'administrateur du bien d'autrui et, par conséquent, pour l'administrateur provisoire de l'aliéné interné.

Ces actes comprennent notamment :

- La transcription d'une vente ou de tout autre acte translatif de propriété;
- L'inscription d'une hypothèque;
- L'apposition des scellés;
- La souscription d'une police d'assurance contre l'incendie;
- L'interruption d'une prescription.

Les réparations d'entretien peuvent également être considérées comme des mesures conservatoires et tous pouvoirs, pour y procéder, sont donnés à l'administrateur provisoire (1).

A côté de ces actes, il en est d'autres auxquels nous pouvons aussi reconnaître le même caractère.

(1) Chambre du conseil de la Seine, 3 juillet 1851, cité par BERTIN, *Chambre du conseil*, T. II, p. 43.

Ce sont les actes préparatoires aux diverses mesures d'exécution. Ils engagent en effet la procédure, sans saisir directement le tribunal. L'administrateur provisoire pourra donc les accomplir seul.

Ce sont :

- Le commandement de payer, préliminaire de la saisie mobilière ou immobilière;
- L'exploit de saisie-arrêt;
- La sommation de payer ou de délaisser dans la saisie immobilière.

Les pouvoirs de l'administrateur provisoire ne vont d'ailleurs pas plus loin. La loi du 30 juin 1838 lui a en effet interdit de représenter l'aliéné en justice et, s'il y avait lieu de continuer la procédure, la nomination d'un mandataire *ad litem* serait indispensable.

CHAPITRE II

ACTES PERMIS PAR LA LOI

D'autres lois que celle du 30 juin 1838 se sont occupées des pouvoirs de l'administrateur provisoire de l'aliéné interné.

La loi du 27 février 1880 sur la vente des valeurs mobilières appartenant aux mineurs, étend ses prescriptions à l'administrateur provisoire de l'aliéné (article 8).

Le décret-loi du 8 août 1935, abrogeant la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation, prévoit le cas où l'immeuble appartiendrait à un incapable et simplifie les formalités à accomplir.

A titre purement documentaire, nous pouvons également citer les lois du 19 mars 1917 et 18 mars 1918 sur la requête collective dont les administrateurs provisoires des aliénés étaient admis à bénéficier. Ces lois ne devaient avoir qu'un effet temporaire. Elles ont été remplacées par la loi du 15 décembre 1921. Mais, sans doute par suite d'un oubli, le législateur n'a pas rétabli les prescriptions relatives aux aliénés.

Nous allons étudier sous trois sections les pouvoirs confiés à l'administrateur provisoire :

- 1° par la loi du 30 juin 1838;
- 2° par la loi du 27 février 1880;
- 3° par le décret-loi du 8 août 1935.

SECTION I

POUVOIRS CONFÉRÉS A L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE PAR LA LOI DU 30 JUIN 1838

La loi du 30 juin 1838 énumère dans ses articles 31, 32, 33, 35 et 36, les différents pouvoirs qu'elle reconnaît à l'administrateur provisoire.

L'article 31 est ainsi rédigé : « L'administrateur ainsi
« désigné procédera au recouvrement des sommes dues
« à la personne placée dans l'établissement et à l'acquit-
« tement de ses dettes, passera des baux qui ne pourront
« excéder trois ans, et pourra même, en vertu d'une
« autorisation spéciale accordée par le président du
« tribunal civil, faire vendre le mobilier. »

Or, l'administrateur dont il s'agit dans ce texte est l'administrateur provisoire légal et nous ne trouvons nulle part dans la loi de 1838, une pareille énumération des pouvoirs de l'administrateur nommé par la justice. Nous faudra-t-il donc conclure que ce dernier n'a aucun des pouvoirs prévus par l'article 31 ?

Plusieurs opinions ont été soutenues sur ce sujet.

M. Grisolle fait une distinction complète entre les pouvoirs de l'administrateur provisoire légal et ceux de l'administrateur provisoire judiciaire.

Pour lui, ce dernier n'a, de par la loi, aucun pouvoir, si ce n'est celui bien restreint de recevoir les significations faites à l'aliéné (article 35). Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, cet auteur confond l'administrateur provisoire judiciaire de l'aliéné avec celui prévu pour l'interdit par l'article 495 du Code Civil et, par suite, donne aux tribunaux « un pouvoir discrétionnaire pour « arrêter les limites du mandat qu'ils entendent confier « à l'administrateur dont ils ont la nomination » (1).

Cette opinion entraîne d'ailleurs M. Grisolles fort loin. Ne donne-t-il pas à l'administrateur provisoire judiciaire la mission « de placer l'aliéné dans une situation « de soins matériels, d'entretien et de bien-être, corres-
« pondante à son état de fortune afin d'adoucir son sort « et d'accélérer sa guérison » ?

Il supprime en fait le rôle de curateur.

L'examen des discussions préalables à la loi de 1838 ne révèle à aucun moment que le législateur ait pensé à faire une pareille assimilation. Nous ne pouvons donc que rejeter la théorie de M. Grisolles.

Pour Planiol, une certaine distinction serait à faire (2).

L'administrateur provisoire légal aurait les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 31 de la loi de 1838 et l'administrateur provisoire judiciaire n'aurait que des pouvoirs d'administration proprement dite.

Quels sont ces pouvoirs d'administration ? Planiol ne les précise pas, mais il semble qu'ils se rapprochent beaucoup de ceux de l'article 31.

(1) GRISOLLES, *L'aliéné non interdit*, p. 33.

(2) PLANIOL, RIPERT et SAVATIER, T. I, p. 748.

La majorité des auteurs (1) admet une identité complète entre les pouvoirs de l'administrateur légal et ceux de l'administrateur judiciaire. La jurisprudence suit cette opinion. Nous l'admettons également, en nous basant sur les discussions de la loi du 30 juin 1838 et sur le fait que l'article 32, qui prévoit la nomination d'un administrateur judiciaire, est la suite logique de l'article 31.

Il nous faut signaler cependant quelques différences de détail.

L'article 35 donne à l'administrateur provisoire nommé par la justice, le pouvoir de recevoir les significations faites à l'aliéné. Ce droit n'appartient pas à l'administrateur provisoire légal.

D'autre part, dans l'administration légale, le manie-
ment des fonds des aliénés appartient exclusivement au receveur de l'asile, alors qu'il est exercé personnellement par l'administrateur provisoire judiciaire. Nous retrouverons d'ailleurs ces différences dans le courant de notre étude.

Examinons maintenant les pouvoirs prévus par la loi de 1838.

§ 1. RECOUVREMENT DES CRÉANCES.

L'article 31 donne à l'administrateur provisoire le droit de procéder au recouvrement des créances dues à l'aliéné.

Les termes employés par la loi : « sommes dues à

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, *Traité de droit civil*, T. IV, n° 1015; COLIN et CAPITANT, T. I, p. 597; AUBRY et RAU, T. I, § 127 *bis*, p. 817.

l'aliéné », sont très généraux et englobent toutes sortes de créances : capitaux, intérêts, loyers, fermages, pensions, rentes de toutes sortes, etc...

Il n'y a pas lieu de distinguer si le titre de la créance est postérieur ou antérieur à l'internement.

Ces recouvrements, toutefois, ne seront possibles à l'administrateur provisoire que si les paiements sont consentis amiablement par les débiteurs.

En cas de contestation judiciaire, il faudrait procéder à la nomination d'un mandataire *ad litem*. Le droit de procéder au recouvrement des créances n'entraîne pas en effet celui de défendre ou d'intenter toutes les actions en justice qui pourraient devenir nécessaires.

Cependant, nous devons reconnaître à l'administrateur provisoire les pouvoirs suffisants pour pratiquer certains actes de procédure, qui, ne touchant pas au fond du droit, sont considérés comme des actes conservatoires; il pourra pratiquer un exploit de saisie-arrêt, et, s'il est muni d'un titre revêtu de la formule exécutoire (acte notarié par exemple), un commandement de payer. Dans ce dernier cas, si aucune contestation judiciaire ne surgit, l'administrateur provisoire pourra même pratiquer d'une façon complète la saisie-exécution (1).

Dans tous les autres cas, la nomination d'un mandataire *ad litem* est indispensable.

Une seule exception a été prévue par la loi de 1838.

Aux termes de son article 27, l'administrateur provi-

(1) AUBRY et RAU, T. I, § 127 *bis*, p. 530; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, T. IV, n° 1016; FUZIER-HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliéné*, n° 383.

soire peut engager toutes les poursuites nécessaires pour obtenir le paiement des dettes d'aliments qui pourraient être dues à l'aliéné (1).

La forme matérielle du recouvrement diffère notablement suivant le mode de nomination de l'administrateur provisoire.

L'administrateur provisoire judiciaire a qualité pour demander le paiement, recevoir les fonds et en donner quittance aux débiteurs.

Si l'aliéné est soumis à l'administration provisoire légale, ses débiteurs devront verser le montant de leur créance dans la caisse de l'établissement où il est détenu. Ce versement effectué, ils devront s'adresser à l'administrateur provisoire légal qui, sur le vu du reçu délivré par le receveur, leur donnera une quittance qui, seule, sera libératoire.

Il y a dans ce cas intervention cumulative de l'administrateur provisoire et du receveur de l'asile; le premier ayant seul qualité pour exiger le paiement de la créance et en donner quittance; le second pouvant seul recevoir les fonds.

Si une garantie quelconque, hypothèque, gage, nantissement, est affectée à la créance, l'administrateur provisoire a qualité pour en donner mainlevée, mais seulement après paiement (2).

La loi de 1838 prévoit enfin que les sommes ainsi

(1) M. Orelli ne voit pas là une exception à l'article 33, mais une simple application de l'article 1.166 C.C. L'administrateur provisoire agirait au nom de l'asile pour obtenir le remboursement des dépenses faites pour l'aliéné. (ORELLI, *De l'incapacité juridique des aliénés et de la gestion de leurs biens*, Revue gén. d'adm., années 1920 et 1921.)

(2) BOULANGER, *Radiation hypothécaire*, n° 66, p. 82.

encaissées seront employées au profit de l'aliéné (1). Elles serviront par exemple à payer ses dettes, à assurer ses dépenses d'entretien et éventuellement celles de sa famille.

Si l'aliéné a été pourvu d'un curateur à la personne, ce dernier devra veiller à ce que ses revenus soient employés à sa guérison.

La loi du 27 février 1880, que nous étudierons plus tard, contient des dispositions précises sur l'emploi des capitaux de l'aliéné.

§ 2. PAIEMENT DES DETTES.

L'administrateur provisoire est chargé de payer les dettes dont l'aliéné pourrait être tenu. Ces dettes peuvent être soit civiles, soit commerciales, avoir été contractées par l'aliéné avant son internement ou au contraire provenir de dépenses engagées par l'administrateur provisoire, frais d'entretien ou de réparations, par exemple.

Ce sont en somme toutes les dettes de l'aliéné qui doivent être acquittées.

Mais, l'administrateur provisoire peut-il payer les dettes de l'aliéné non échues ou non exigibles ?

Nous ne le pensons pas et nous croyons devoir interdire cette initiative à l'administrateur provisoire, bien que ce paiement puisse dans certains cas présenter un réel intérêt pour l'aliéné.

La doctrine admet parfaitement que le tuteur du mineur prenne cette initiative, mais les caractéristiques des deux fonctions sont sensiblement différentes.

(1) Article 31, § 2.

Le tuteur agit, en pareil cas, sous sa propre responsabilité, responsabilité garantie par une hypothèque légale.

La gestion de l'administrateur provisoire n'est, au contraire, garantie par une hypothèque que dans des cas particuliers. La durée de ses fonctions, loin d'être fixée à l'avance comme celle du tuteur, peut être incertaine et cette indécision l'empêche le plus souvent de se fixer une ligne de conduite pour la gestion des biens de son administré. Il n'a d'ordinaire que des connaissances imprécises sur le patrimoine de l'aliéné, alors que le tuteur est généralement documenté à ce sujet.

Il peut, par suite, ignorer certains faits qui rendent inutile et même nuisible le règlement avant terme des dettes de l'aliéné.

L'administrateur provisoire ne doit donc qu'assurer strictement les engagements pris antérieurement à sa gestion, vérifier les titres de créance, s'assurer qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un précédent paiement ou qu'ils ne sont pas prescrits. Il doit exiger toutes quittances utiles, requérir toutes formalités nécessaires : radiation d'hypothèque, de nantissement, s'assurer de leur accomplissement et obtenir la remise de tous certificats de radiation.

Au contraire de l'administrateur provisoire légal, qui doit avoir recours au receveur de l'établissement, l'administrateur provisoire judiciaire procède seul aux remises de fonds.

§ 3. BAUX.

D'après l'article 31 de la loi du 30 juin 1838, l'admi-

nistrateur provisoire peut donner à bail les immeubles de l'aliéné.

Le bail n'est en effet qu'un acte d'administration et il serait anormal que l'administrateur provisoire de l'aliéné ait été privé de ce droit.

La loi précitée a cependant limité à trois ans la durée du bail qu'au nom de l'aliéné peut passer l'administrateur provisoire.

Tous les autres administrateurs de la fortune d'autrui peuvent consentir des baux d'une durée de neuf années.

La limitation prévue par l'article 31 de la loi du 30 juin 1838 prouve nettement l'intention du législateur. Il n'a pas voulu que l'aliéné, lors de sa sortie de l'asile, ou son tuteur si l'interdiction est prononcée, se trouvent devant des actes engageant par trop l'avenir.

Cette limitation des baux peut cependant présenter de sérieux inconvénients et nuire aux intérêts de l'aliéné, par exemple dans le cas de conclusion de baux industriels ou commerciaux.

La doctrine reste malgré cela unanime et la jurisprudence est généralement d'accord avec elle (1).

Il existe bien quelques arrêts qui, lorsque la bonne administration des biens de l'aliéné l'exige, autorisent l'administrateur provisoire à faire des baux de neuf années (2). Mais cette solution n'a pas prévalu; elle est, d'ailleurs, contraire au texte formel de la loi et, à

(1) Tribunal de Chalons-sur-Marne, 24 mars 1890, *la Loi*, 11 octobre 1890; Chambre du conseil de la Seine, 20 octobre 1893; Chambre du conseil de la Seine, 15 juin 1894, cités par BOISNARD, thèse, Paris, 1907, p. 94.

(2) Tribunal d'Eprenay, 25 juillet 1890; Paris, 9 août 1894, cités par LACON, thèse, Paris, 1898.

l'heure actuelle, il est reconnu que l'administrateur provisoire ne peut passer des baux de plus de trois ans.

Pour obvier à ces difficultés, il existe un moyen souvent employé en pratique. L'administrateur provisoire consent un bail d'une durée de trois, six ou neuf années par exemple, avec faculté pour l'aliéné, s'il sort de l'asile avant la fin du bail, d'en demander la résiliation. Si le bail est fait dans des conditions avantageuses pour lui, il est évident que l'aliéné aura tout intérêt à le ratifier et c'est à ce résultat qu'aspirent les parties.

Loi du 30 juin 1926

La loi du 30 juin 1926 (1) sur la propriété commerciale et industrielle est venue modifier dans certains cas les pouvoirs de l'administrateur provisoire.

Cette loi considère, avec juste raison, comme d'une importance capitale pour les locataires industriels et commerçants la possibilité d'obtenir le renouvellement de leurs baux. Sous certaines conditions, elle leur permet d'obtenir ce renouvellement pour une durée égale à celle du bail précédent, sans toutefois que cette durée puisse excéder neuf années.

En fait, elle donne donc normalement au locataire industriel ou commerçant le droit d'obtenir un renouvellement de neuf ans.

Si l'immeuble intéressé par ce bail appartient à un aliéné interné, nous nous trouvons en présence de deux lois :

La première, celle du 30 juin 1838, n'autorise l'admi-

(1) Modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933 et 2 février 1937.

nistrateur provisoire à passer que des baux ne pouvant excéder trois ans. La seconde, la loi du 30 juin 1926, permet au locataire d'obtenir un renouvellement d'une durée maximum de neuf ans.

Comment concilier ces deux textes ?

Nous appliquerons ici les principes qui régissent les conflits de lois (1).

Le premier nous indique qu'une loi postérieure abroge tacitement les dispositions d'une loi antérieure qui lui sont contraires, mais seulement dans la mesure de cette incompatibilité.

Le deuxième principe veut qu'une loi spéciale soit considérée comme abrogeant une loi générale dans la mesure de leur incompatibilité.

La conclusion qui s'impose pour nous est de considérer la loi de 1926 comme abrogeant les dispositions de la loi de 1838 qui lui sont contraires.

Nous devons donc accorder à l'administrateur provisoire le pouvoir de renouveler des baux commerciaux et industriels pour une durée supérieure à trois ans, mais n'excédant pas neuf ans, lorsque ce renouvellement est demandé par le locataire, par application des dispositions de la loi du 30 juin 1926, et si le bail dont le renouvellement est demandé a été consenti par l'aliéné antérieurement à son internement et pour une durée égale ou supérieure à neuf ans.

Cette interprétation évitera à l'aliéné la nomination d'un mandataire *ad litem* et les frais qui en sont la conséquence.

Il faut cependant que toutes les parties soient

(1) Voir BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE, T. 1, n^{os} 117 et suiv.

d'accord et sur la durée du bail et sur le montant de la location. Si une contestation surgissait et que la procédure prévue par la loi du 30 juin 1926 devînt nécessaire, la nomination d'un mandataire *ad litem* deviendrait inévitable.

Nous devons enfin remarquer que la même loi n'a prévu que le « renouvellement » d'un bail. S'il s'agissait d'un nouveau bail, le droit commun reprendrait son effet et la durée ne pourrait excéder trois ans; de même si le bail à renouveler avait été consenti par l'administrateur provisoire pour une durée de trois ans, le renouvellement ne pourrait excéder cette durée.

Quant à la forme sous laquelle devra être rédigé le bail, elle est laissée à la libre décision de l'administrateur provisoire. La loi n'a, en effet, pas statué à ce sujet et il est parfaitement possible de faire un bail sous seings privés. Il nous semble toutefois que la forme notariée est la plus indiquée comme offrant le plus de garanties. Elle a, en outre, l'immense avantage, surtout pour le cas qui nous occupe, de fournir un acte revêtu de la formule exécutoire.

La loi n'a pas non plus décidé si le bail devait être consenti à l'amiable ou aux enchères, ni quelles en seraient les conditions. L'administrateur provisoire agira donc pour le mieux en se conformant aux coutumes locales ou, ce qui est encore préférable, aux habitudes de l'aliéné ou de ses auteurs.

Reste le cas de l'aliéné locataire, au moment de son internement, d'un immeuble ou d'un appartement. Conformément aux principes généraux, l'administrateur provisoire pourra procéder au renouvellement du bail pour une période de trois ans.

Il pourra, par contre, si l'intérêt de l'aliéné l'exige, par exemple en cas d'internement prolongé, demander et procéder à la résiliation du bail passé par l'aliéné ou en son nom.

§ 4. ALIÉNATION DU MOBILIER.

L'article 31 de la loi du 30 juin 1838 autorise l'administrateur provisoire à procéder à la vente du mobilier de l'aliéné lorsqu'il le juge nécessaire, sous réserve d'obtenir au préalable, l'autorisation spéciale du président du tribunal civil.

Par mobilier, il faut entendre ici les meubles corporels, tels qu'ils sont définis par l'article 528 du Code Civil. L'aliénation des meubles incorporels est régie par la loi du 27 février 1880.

La vente du mobilier de l'aliéné n'est donc pas obligatoire. L'article 452 du Code Civil oblige au contraire le tuteur du mineur à y procéder.

Pourquoi cette différence ?

C'est que la situation du mineur et celle de l'aliéné sont bien différentes.

Le mineur habite généralement chez son tuteur et n'a nullement besoin de posséder un mobilier dont l'entretien causerait des frais inutiles.

L'aliéné, par contre, peut sortir d'un moment à l'autre de l'asile et il serait fort gênant pour lui de ne plus retrouver ses meubles.

Cette distinction va nous permettre de définir les les meubles auxquels s'applique plus particulièrement l'article 31.

Ce sont les meubles périssables ou dont l'entretien serait trop onéreux, et ce n'est que si l'internement se

révèle comme devant être de très longue durée, que l'aliénation des meubles meublants proprement dits doit être envisagée.

Le président du tribunal estimera d'ailleurs si cette aliénation est ou non nécessaire.

Pour obtenir l'autorisation exigée par la loi, l'administrateur provisoire devra présenter requête par ministère d'avoué et le président du tribunal statuera par ordonnance.

Il est de pratique courante de joindre à la requête un certificat du médecin de l'établissement indiquant l'état mental de l'aliéné et, si possible, la durée probable de la maladie. Le président du tribunal aura, de ce fait, tous les éléments nécessaires pour prendre la décision la plus conforme aux intérêts de l'aliéné.

Quel est le président compétent pour autoriser la vente ?

La loi du 30 juin 1838 ne le dit pas.

La plupart des auteurs (1) donnent compétence au président du tribunal du domicile de l'aliéné et appuient leur théorie sur les principes suivis en cas de tutelle ou d'interdiction. Mais, dans ces deux cas, le domicile du mineur ou de l'interdit se trouve fixé légalement chez son tuteur. M. Grisolles fait, d'ailleurs, remarquer avec juste raison que « si par exception, la compétence est « déterminée par le domicile, la loi prend soin de l'indiquer comme on peut le voir à l'article 32 » (2).

(1) DEMOLOMBE, VIII, n° 809; BAUDRY-LACANTINIERE et BONNECARRÈRE, IV, n° 1017; DURIEU et ROCHE, Répertoire des établissements de bienfaisance, V° *Aliéné*, n° 134; FUZIER-HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général de Droit français, V° *Aliéné*, n° 390.

(2) GRISOLLE, *L'aliéné non interdit*, p. 19.

Il nous semble donc plus simple de donner compétence au président du tribunal de l'asile, qui pourra se rendre compte lui-même, s'il le juge nécessaire, de l'état mental de l'aliéné.

La pratique adopte cette opinion (1).

La forme sous laquelle la vente doit avoir lieu n'a pas non plus été fixée par la loi. Les règles édictées pour la vente des biens de mineur devront-elles être suivies, ou au contraire l'aliénation amiable sera-t-elle possible ? Devant le silence du législateur, il nous semble que le président du tribunal a toute latitude pour décider de la forme de la vente : soit aux enchères publiques, soit à l'amiable. Dans la plupart des cas, elle se fera aux enchères publiques et, pour éviter des frais, on réunira, autant que possible, dans une seule et même vente, le mobilier de plusieurs aliénés.

Avant de terminer l'étude de la vente du mobilier, il nous faut remarquer que la vente de fruits, récoltes, coupes de bois, est considérée comme la perception de revenus de l'aliéné et n'exige donc pas l'autorisation préalable du président. Celle-ci deviendrait toutefois nécessaire pour la vente des récoltes des années précédentes qui sont assimilées à un capital.

§ 5. DEMANDE DE NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR PROVISoire JUDICIAIRE.

L'administrateur provisoire légal peut, lorsque cela lui paraît utile à la bonne gestion des biens de l'aliéné, demander à la justice son remplacement par un admi-

(1) Min. Int., Rapport de l'Insp. Générale, 1911 (cité par PILLET, Thèse, Paris, 1926).

nistrateur provisoire nommé par elle. Cette faculté permet de confier l'administration provisoire à une personne plus qualifiée et connaissant mieux les affaires de l'aliéné. Elle permet aussi d'éviter des conflits toujours possibles entre l'administrateur provisoire légal et les membres de la famille de l'aliéné.

§ 6. DEMANDE DE NOMINATION D'UN MANDATAIRE « AD LITEM ».

Le mandataire *ad litem* a seul qualité pour représenter l'aliéné en justice. Sa nomination ne peut être demandée que par l'administrateur provisoire judiciaire ou légal, ou par le procureur de la République.

Son importance et l'extension apportée à ses pouvoirs par la jurisprudence exigent une étude approfondie de son rôle, de sa nomination et de son caractère.

1° *Utilité et rôle du mandataire « ad litem »*

L'article 33 de la loi du 30 juin 1838 prévoit formellement que : « Le tribunal, sur la demande de l'administrateur provisoire, ou à la diligence du procureur (du Roi), désignera un mandataire spécial à l'effet de « représenter en justice tout individu non interdit et « placé ou retenu dans un établissement d'aliénés, qui « serait engagé dans une contestation judiciaire au « moment du placement, ou contre lequel une action « serait intentée postérieurement. »

Il résulte de ce texte que la nomination du mandataire *ad litem* est absolument indispensable pour représenter l'aliéné en justice.

La doctrine est unanime sur ce point et la jurisprudence considère aussi que l'obligation de nommer un mandataire *ad litem* pour représenter l'aliéné dans les contestations judiciaires est « une disposition générale » et d'ordre public » (1).

Cette nomination est nécessaire sans qu'il y ait lieu de distinguer si la contestation a été engagée avant l'internement ou après (2).

De même la jurisprudence a formellement interdit à l'aliéné d'agir personnellement en justice (3).

Ce principe, si général soit-il, possède cependant quelques exceptions. L'article 27 de la loi de 1838 prévoit en effet que l'administrateur provisoire pourra agir en justice au nom de l'aliéné pour réclamer des aliments. Nous nous sommes déjà expliqués sur ce point.

La procédure d'interdiction pose un problème plus compliqué. Certains arrêts considèrent en effet la présence de l'aliéné comme substantielle (4). D'autres arrêts plus récents font au contraire l'application de l'article 33 et considèrent comme nulle toute instance où l'aliéné n'est pas représenté par un mandataire *ad litem* (5). Il est évident que l'aliéné doit figurer person-

(1) Paris, 21 juillet 1897, S. 1898-2-83; Civ., 7 juin 1899, D. P. 1900-1-8; Paris, 10 décembre 1898, Gaz. des Trib., 18 février 1899; Paris, 4 août 1904, Gaz. des Trib., 8 septembre 1904; Montpellier, 12 nov. 1930, Gaz. du Palais, 20 décembre 1930; Aix, 2 mars 1934, Mon. Juges de Paix, 1934-134.

(2) Bordeaux, 18 juillet 1888, D. 1888-2-51; Trib. Paix Montceau-les-Mines, 25 mars 1933, J. d. Juges de Paix, 1933-233.

(3) Conseil d'Etat, 3 juillet 1925, D. H. 1925-540; Conseil d'Etat, 23 avril 1937, S. 1937-3-52.

(4) Nancy, 4 juillet 1860, S. 63-2-108; Paris, 13 avril 1875, S. 1875-2-197; D. 1875-2-807; Caen, 31 juillet 1878, D. 1879-2-269, et 26 avril 1882, S. 1882-2-223.

(5) Angers, 6 novembre 1899, S. 1900-2-128; Dal., 1900-2-335; Bordeaux, 20 décembre 1905, S. 1911-1-13.

nellement dans l'instance ou interdiction, mais d'autre part, la défense de ses intérêts exige qu'il y soit représenté par un mandataire *ad litem*.

A notre avis, il y aurait donc lieu de mettre en cause à la fois et l'aliéné et le mandataire *ad litem*. C'est d'ailleurs une solution semblable qui est suivie, lorsque l'interdiction est demandée contre un mineur. Ce dernier est alors assisté de son représentant légal, père ou tuteur (1).

Une dernière exception est enfin admise par la jurisprudence pour le référé. La cour d'appel d'Angers a, en effet, décidé « que le référé n'est pas une action mobilière ou immobilière et n'a pas pour objet de faire « trancher une question de fond, mais seulement de « faire ordonner au cas d'urgence une mesure essentiellement provisoire ou de s'y opposer » (2) et elle a autorisé, par suite, l'administrateur provisoire à y procéder lui-même.

Hormis ces quelques exceptions, la règle n'en est pas moins absolue et nous devons conclure que, quelles que soient la nature et la cause de la contestation judiciaire où l'aliéné est engagé, il doit y être représenté par un mandataire *ad litem*.

2° Nomination du mandataire « *ad litem* »

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, la nomination du mandataire *ad litem* ne peut être demandée que par l'administrateur provisoire de l'aliéné ou à son défaut par le procureur de la République.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, IV, n° 802, DALLOZ, J. G., V° *Interdiction*, n°s 43 et 46.

(2) Angers, 28 juin 1933, D. H. 1933-469.

Si un aliéné interné dans un asile privé et non muni d'administrateur provisoire se trouvait engagé dans une contestation judiciaire quelconque, il faudrait d'abord lui faire nommer un administrateur provisoire et attendre ensuite que ce dernier demande à la justice la nomination d'un mandataire *ad litem*.

On pourrait également s'adresser au procureur de la République qualifié pour demander les deux nominations.

Le tribunal compétent pour nommer le mandataire *ad litem* sera celui du domicile de l'aliéné (1). Il statuera en chambre du conseil.

La nomination d'un mandataire *ad litem* n'est, d'ailleurs, pas toujours obligatoire pour le tribunal. Elle l'est s'il s'agit de défendre à une action intentée contre l'aliéné ou engagée par lui antérieurement à son internement : « Le tribunal *désignera* un mandataire... » (Article 33).

Elle est, au contraire, facultative s'il faut intenter une action mobilière ou immobilière au nom de l'aliéné : « Le tribunal *pourra* aussi désigner »... (même article).

Le tribunal sera donc juge de l'utilité du procès à engager.

De plus, dans ce cas, la nomination d'un mandataire ne pourra avoir lieu « qu'en cas d'urgence ».

Nous voyons ici réapparaître la préoccupation du législateur de ne considérer l'administration provisoire que comme temporaire.

La nomination d'un mandataire *ad litem* pour intenter une action au nom de l'aliéné ne sera donc possible

(1) Civ., 7 juin 1899, D.P. 1900-1-8; Req., 4 mai 1870, cité par LACQIN, Thèse, Paris, 1898.

que si le tribunal estime l'issue du procès favorable aux intérêts de cet aliéné (1) et si, enfin, il est impossible d'attendre soit sa guérison, soit son interdiction.

Le tribunal a également toute latitude quant au choix du mandataire *ad litem*. L'article 33 (*in fine*) ne lui donne qu'une simple indication en lui permettant de confier cette mission à l'administrateur provisoire. En pratique, c'est toujours lui qui sera choisi. Il est en effet mieux placé que quiconque pour défendre au mieux les intérêts de l'aliéné et pour suivre la procédure.

3° Caractère du mandat « *ad litem* »

Le caractère principal du mandat *ad litem*, c'est sa spécialité. La loi de 1838 l'appelle d'ailleurs « mandat spécial ».

Il est spécial parce qu'il ne s'applique qu'aux contestations judiciaires et surtout parce qu'il ne peut être donné que pour une instance déterminée.

Le tribunal ne peut en effet donner un mandat général au mandataire *ad litem*, ou le nommer pour des contestations à naître (2).

Cependant, la jurisprudence considère que l'utilisation des voies de recours fait partie intégrante de la mission du mandataire *ad litem*. Elle l'autorise donc à interjeter appel d'un jugement (3).

Il faut cependant exclure le recours en cassation. La

(1) Paris, 23 mai 1873, S. 73-2-248; D. 74-2-24.

(2) DEMOLOMBE, VIII, n° 834; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, IV, n° 1029; AUBRY et RAU, I, § 127 *bis*, p. 821; Cass., 19 mai 1893, S. 94-1-425; Caen, 30 décembre 1857, S. 58-2-625.

(3) Paris, 15 décembre 1894, S. 95-2-37; Crim., 3 août 1895, D.P. 1900-5-19; Douai, 28 mai 1930, Recueil des Arrêts de Douai, 1930-172.

jurisprudence considère que cette voie constitue une instance nouvelle (1) et oblige le mandataire *ad litem* à obtenir un nouveau mandat pour exercer ce recours (2).

Le mandat *ad litem* n'est pas obligatoire et peut très bien être rémunéré (3). Il prend fin normalement avec le procès pour lequel il a été donné.

Mais d'autres causes peuvent également le faire cesser, c'est d'abord la sortie de l'aliéné de l'asile, « l'ordre public étant intéressé à ce qu'un mandataire « *ad litem* ne soit pas substitué au plaideur en dehors « des cas prévus par la loi du 30 juin 1838 » (4).

De même, si par suite d'une procédure en interdiction, un tuteur est nommé à l'aliéné, c'est lui qui doit être mis en cause et non plus le mandataire *ad litem* (5).

§ 7. POUVOIR DE RECEVOIR LES SIGNIFICATIONS.

L'article 35 de la loi du 30 juin 1838 dispose : « Dans « le cas où un administrateur provisoire aura été « nommé par jugement, les significations à faire à la « personne placée dans un établissement d'aliénés « seront faites à cet administrateur;

« Les significations faites au domicile pourront, suivant les circonstances, être annulées par les tribunaux ;

(1) Cass. Civ., 9 février 1925, S. 1925-1-34.

(2) Cass. Req., 15 juin 1930, S. 1931-1-16.

(3) DEMOLOMBE, T. VIII, n° 835; PLANIOL, RIPERT et SAVATIER, T. I, p. 752; AUBRY et RAU, T. I, § 127 *bis*, p. 822; DURIEU et ROCHE, Répertoire des établissements de bienfaisance, V° *Aliéné*, n° 150.

(4) Paris, 13 mai 1931, Gaz. du Palais, 1931-2-257.

(5) Tribunal de Saint-Calais, 12 juillet 1907; DEFRENOIS, Répertoire général du Notariat, 15.523.

« Il n'est point dérogé aux dispositions de l'article 173
« du Code de commerce. »

Cet article concerne uniquement l'administrateur provisoire judiciaire. C'est une dérogation, déjà signalée, à l'identité des pouvoirs de l'administrateur provisoire légal et de l'administrateur provisoire judiciaire.

La loi a d'ailleurs prévu que les significations qui auraient pu être faites au domicile de l'aliéné ne seraient pas forcément nulles. Les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier leur validité (1).

Cette liberté d'appréciation laissée au tribunal se justifie amplement.

La nomination d'un administrateur provisoire par la justice n'étant soumise à aucune publicité, les tiers peuvent être d'entière bonne foi en faisant signifier à domicile et cette bonne foi doit pouvoir être reconnue.

La jurisprudence a même considéré comme valables certaines significations faites à la personne même de l'aliéné (2).

En particulier, en cas de décès de l'administrateur provisoire judiciaire, les significations devront être faites non à ses héritiers, qui n'ont aucune qualité pour les recevoir, mais à l'aliéné personnellement (3).

Si l'aliéné est, au contraire, soumis à l'administration provisoire légale, les significations devront être faites à son domicile conformément aux règles ordinaires (4).

(1) Caen, 9 décembre 1857, S. 58-2-625; D. 58-2-147.

(2) Paris, 13 avril 1875, Sirey, 1875-2-197.

(3) Cass., 13 mars 1865, S. 1865-1-233; D. 1865-1-123.

(4) DURIEU et ROCHE, Répertoire général des établissements de bienfaisance, V° *Aliénés*, n° 155; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, T. IV, n° 1021; FUZIER-HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliénés*, n° 397 et suiv.

Cette procédure est d'ailleurs bien peu sûre et risque de n'avoir aucun résultat. Il sera donc prudent, à notre avis, de faire également une signification à l'administrateur provisoire légal, qui pourra ainsi prendre les mesures nécessaires et provoquer, s'il y a lieu, la nomination d'un mandataire *ad litem*.

On peut se demander pour quelles raisons le législateur a établi une telle différence au point de vue des significations entre l'administrateur provisoire légal et l'administrateur provisoire judiciaire.

Le premier projet de la loi de 1838 assimilait les deux situations et exigeait dans tous les cas trois significations :

— l'une à l'administrateur provisoire légal ou judiciaire;

— la deuxième au directeur de l'asile où l'aliéné était interné,

— et la dernière au procureur de la République.

Ces dispositions furent rejetées sur rapport de M. Vivien :

« Il convient sans doute, dit-il, que les significations
« soient faites avec les précautions propres à garantir
« l'aliéné contre toute surprise, mais il ne faut pas que
« les précautions soient telles qu'elles aillent jusqu'à
« compromettre le droit des tiers et si l'on maintient
« une disposition qui prescrit, à peine de nullité, de
« faire une triple signification, dans beaucoup de cas
« les tiers ignoreront la situation particulière des per-
« sonnes auxquelles ils ont à faire; ils seront exposés à
« se jeter dans des procédures nulles. C'est un inconvé-
« nient qu'il importe d'éviter (1). »

(1) Rapport de M. Vivien, Commissaire du Gouvernement;

La solution adoptée ne présente guère plus de sécurité pour les tiers surtout en cas d'administration légale et on en arrive en fait à faire deux significations.

Enfin, si l'aliéné ne possède pas d'administrateur provisoire, les significations devront être faites à son domicile (1). Les tiers qui veulent agir contre lui n'ont pas à demander la nomination d'un administrateur provisoire. Ils n'ont d'ailleurs pas qualité pour le faire (2).

Pour terminer, notons que, dans tous les cas, la signification des protêts obéira aux règles de l'article 173 du Code de Commerce. Elle doit donc être faite au domicile de l'aliéné (3).

§ 8. REPRÉSENTATION DE L'ALIÉNÉ DANS LES INVENTAIRES, COMPTES, LIQUIDATIONS ET PARTAGES.

« A défaut d'administrateur provisoire, le président, à la requête de la partie la plus diligente, commettra un notaire, pour représenter les personnes non interdites placées dans les établissements d'aliénés, dans les inventaires, comptes, partages, et liquidations dans lesquelles elles seraient intéressées. » (Loi du 30 juin 1838, article 36).

De la lecture de ce texte, nous pouvons conclure que c'est à l'administrateur provisoire, s'il existe, qu'est

DALLOZ, Répertoire de législation, V° *Aliéné*, n° 35. — Voir aussi Rapport de M. de Barthélemy, séance du 22 mai 1838, DALLOZ, Répertoire de législation, V° *Aliéné*, n° 130, p. 447.

(1) Cass. Req., 11 février 1908, S. 1908-1-141.

(2) Rouen, 25 juillet 1894, Rec. Arr. de Rouen, 1895, p. 50.

(3) En cas de purge de l'hypothèque légale de la femme, le Crédit Foncier de France exige que signification soit faite : à la femme, au mari, au domicile et au procureur de la République. (Lettre du Gouverneur du Crédit Foncier du 16 mai 1906).

réservée la représentation de l'aliéné dans le cas prévu par l'article 36, le notaire ne pouvant agir qu'en son absence (1).

Nous n'étudierons ici que le partage et la liquidation d'une succession échue à l'aliéné, en supposant qu'elle a été acceptée par lui avant son internement. Nous examinerons plus loin s'il est possible de prendre parti sur une succession échue à l'aliéné pendant son internement, ou non acceptée par lui.

Deux cas peuvent se présenter. L'aliéné est seul héritier, ou au contraire il a des co-héritiers.

1° *Aliéné seul héritier*

L'administrateur provisoire a tous les pouvoirs nécessaires pour accomplir les diverses formalités relatives au règlement de la succession.

2° *L'aliéné n'est pas seul héritier*

L'administrateur provisoire peut procéder seul à l'inventaire des forces et charges de la succession. Mais un partage ou une liquidation seront nécessaires par la suite.

Une première difficulté surgit alors sur la question de savoir si le partage peut être fait à l'amiable ou au contraire si les formalités du partage judiciaire sont obligatoires.

(1) AUBRY et RAU, T. 1, § 127 *bis*; DEMOLOMBE, *Traité de la minorité et de la tutelle*, T. 2, n° 836; HUC, *Comm. théorique et pratique du Code Civil*, T. 3, p. 524, n° 534; Grenoble, 2 avril 1895, D.P., 1896-2-473 et la note.

Baudry-Lacantinerie et Wahl (1) admettent le partage amiable, mais leur opinion est combattue par la majorité des auteurs (2).

D'après ces derniers, l'article 36 de la loi du 30 juin 1838 aurait été copié sur l'article 113 du Code Civil, relatif aux absents. Comme le partage judiciaire est obligatoire en cas d'absence d'un des héritiers (art. 838 C. C.), il est logique de conclure que le partage judiciaire s'impose également en cas d'internement d'un des héritiers.

La jurisprudence considère, elle aussi, comme nécessaires les formalités du partage judiciaire.

Si cette solution présente pour l'aliéné le maximum de garanties, elle fait surgir une nouvelle difficulté; nous nous trouvons en effet en présence de deux textes, qu'il est difficile de concilier.

L'article 33 de la loi du 30 juin 1838 exige que dans toute contestation judiciaire l'aliéné soit représenté par un mandataire *ad litem*.

L'article 36 de la même loi donne pouvoir à l'administrateur provisoire de représenter l'aliéné dans les partages ou liquidations, où il pourrait être intéressé.

Si nous admettons, comme le font la doctrine et la jurisprudence, que tout partage où un aliéné est intéressé doit se faire en justice, deux solutions sont possibles :

Appliquer l'article 33 et exiger la nomination d'un mandataire *ad litem*;

(1) *Traité des successions*, T. II, n° 2989.

(2) DEMOLOMBE, *Traité des successions*, III, n° 596; AUBRY et RAU, VI, p. 536; HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code Civil*, V, n° 295, p. 354.

Appliquer l'article 36 et faire intervenir l'administrateur provisoire.

La doctrine est divisée sur ce point.

Demolombe (1) et Grisolle (2) ont soutenu que le partage judiciaire n'est au fond qu'un partage amiable soumis à certaines formalités judiciaires destinées à assurer son équité et sa bonne exécution. Ils donnent en conséquence qualité pour y intervenir à l'administrateur provisoire de l'aliéné, sous réserve qu'aucune contestation surgissant entre les co-héritiers n'entraîne l'application de l'article 33 de la loi de 1838 et, par suite, la nomination indispensable d'un mandataire *ad litem*.

D'autres, appliquant à la lettre l'article 36, ne donnent qualité qu'au notaire commis par la justice (3).

Enfin, pour la majorité des autres auteurs (4), l'application stricte de l'article 33 s'impose. La nomination d'un mandataire *ad litem* est donc obligatoire.

La jurisprudence, tout au moins jusqu'à ces derniers temps, appliquait le principe suivant lequel l'article 33 avait un caractère général et absolu (5). Elle exigeait donc, à peine de nullité de la procédure, la nomination d'un mandataire *ad litem* pour représenter l'aliéné dans les partages ou liquidations judiciaires où il était intéressé (6).

(1) DEMOLOMBE, *Traité des successions*, T. 3, n° 596.

(2) GRISOLLE, *L'aliéné non interdit*, p. 59.

(3) FUZIER-HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliéné*, n° 482.

(4) BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, IV, n° 1022 ; AUBRY et RAU, I, p. 821 ; PLANIOL, RIPERT et SAVATIER, T. I, p. 753 ; DEMOLOMBE, T. VIII, n° 837.

(5) Cass. civ., 7 juin 1899, S. 1899-1-404.

(6) Aix, 6 juillet 1865, S. 1866-2-213, J. N. 18.396 ; Bordeaux, 18 juillet 1888, S. 1889-2-64 ; Paris, 11 août 1891 et 26 janvier 1892, S. 1892-2-185 ; Paris, 15 et 25 mars 1892, Dal. 1892-2-229 ; Grenoble, 2 avril 1895, S. 1897-2-205 ; Nancy, 10 août 1901, S. 1902-2-77.

Cete jurisprudence semblait parfaitement établie et était suivie de façon constante par la pratique, quand elle fut modifiée complètement par un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation en date du 14 février 1938 (1).

Nous allons reproduire les termes de cet arrêt, qui est extrêmement important :

« La Cour...,

« Vu les articles 33 et 36 de la loi du 30 juin 1838;

« Attendu que, si la nomination du mandataire
« spécial prévu par l'article 33 sus-visé s'impose dans
« tous les cas où il s'agit d'une contestation dans
« laquelle se trouve engagé un individu non interdit
« placé dans un établissement d'aliénés, il en est autrement
« lorsque, nonobstant la forme judiciaire
« employée, les actes ou opérations où il doit être représenté
« n'impliquent pas nécessairement un litige entre
« lui et les autres intéressés, qu'il en est ainsi de l'ins-
« tance en partage où il est mis en cause à titre de co-
« héritier, auquel cas et sous réserve des questions liti-
« gieuses qui peuvent surgir et nécessiter la nomination
« d'un mandataire spécial, le notaire désigné dans
« les conditions prévues par l'article 36 sus-visé peut
« valablement le représenter.

« Attendu..., etc... »

Cet arrêt, tout en admettant la portée générale et absolue de l'article 33, fait une distinction.

Les parties sont-elles d'accord entre elles ? Le partage judiciaire ne doit pas être considéré comme un litige. L'administrateur provisoire ou le notaire commis

(1) SIREY, 1938-2-211 et la note ; D.H. 1938, p. 196 ; J. N. 39.742.

auront donc les pouvoirs nécessaires pour y représenter l'aliéné.

Au contraire, si un différend s'élève sur quelque point particulier, l'instance revêt un caractère litigieux et la nomination d'un mandataire *ad litem* s'impose.

C'est au fond l'opinion de Demolombe et de M. Grissolle, qui est admise à l'heure actuelle par la jurisprudence.

Cette nouvelle jurisprudence a l'avantage d'éviter des formalités coûteuses aux aliénés; elle nous paraît d'ailleurs conforme aux dispositions de l'article 33 de la loi de 1838 qui ne prévoient la nomination d'un mandataire *ad litem* qu'en cas de contestation judiciaire, et il est bien évident que, la plupart du temps, le partage ou la liquidation, même judiciaire, d'une succession ne peuvent être considérés comme un litige.

Pour nous résumer, tout partage ou liquidation dans lesquels un aliéné interné se trouve intéressé doit se faire obligatoirement sous la forme judiciaire; si aucune contestation ne surgit entre les parties, l'aliéné y sera valablement représenté par son administrateur provisoire ou par un notaire commis par la justice; en cas de désaccord entre les co-héritiers, la nomination d'un mandataire *ad litem* sera indispensable.

SECTION II

POUVOIRS CONFÉRÉS A L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE PAR LA LOI DU 27 FÉVRIER 1880 (1)

La loi du 27 février 1880 a pour but de réglementer l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits. L'article 8 de cette loi en a étendu les dispositions aux aliénés internés dans un asile public ou dans un asile privé.

La loi de 1880 a un triple objet :

1° Elle permet l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à l'aliéné après l'accomplissement de certaines formalités (articles 1, 2, 3);

2° Elle ordonne la conversion des titres au porteur en titres nominatifs (article 5);

3° Elle fixe l'emploi des capitaux appartenant à l'aliéné (article 6).

§ 1. ALIÉNATION DES VALEURS MOBILIÈRES.

Aux termes des articles 1 et 2 de la loi du 27 février 1880, l'administrateur provisoire ne pourra procéder à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à l'interné qu'après s'être muni d'une autorisation de son conseil de famille. Si le montant total de la vente excède 7.500 francs, il devra en outre obtenir l'homologation du tribunal (loi du 9 juillet 1931).

Il faut noter ici que si l'aliéné est soumis à l'admi-

(1) Modifiée par la loi du 9 juillet 1931.

nistration provisoire légale, le conseil de famille sera remplacé par la commission de surveillance de l'asile où il est interné (1).

La loi de 1880 vise l'aliénation des « rentes, actions, parts d'intérêts, obligations et autres meubles incorporels quelconques ».

Cette énumération nous permet d'affirmer que la vente des fonds de commerce, autrefois impossible, est permise maintenant à l'administrateur provisoire, après autorisation du conseil de famille, et, s'il y a lieu, homologation du tribunal (2).

La vente d'un office ministériel, office de notaire, commissaire priseur, avoué, greffier, huissier est également rendue possible. Ces offices sont sans contredit des meubles incorporels (3).

L'article 3 de la loi du 27 février 1880 règle la forme de la vente en ce qui concerne les valeurs négociables en Bourse. Cette opération doit se faire par ministère d'agent de change.

Pour les valeurs incorporelles non négociables en Bourse, la forme de la vente sera fixée par le conseil de famille de l'aliéné (4), sauf l'homologation du tribunal

(1) Loi du 27 février 1880, article 8.

(2) Réponse ministérielle, *J. O.*, 19 décembre 1931 (Journal des notaires, 36.851); Paris, Ch. du conseil, 16 mars 1894, cité par BOISNARD, Thèse, Paris, 1907, p. 125.

(3) « Il n'y a aucune raison de refuser à l'administrateur des biens d'un aliéné le droit de céder l'office ministériel dont celui-ci serait pourvu, alors surtout que l'intérêt public exige, « aussi bien que celui de l'aliéné, qu'il soit promptement procédé au remplacement du titulaire. » (Dal., Jur. Gén., Sup., V° Office, n° 7).

(4) Argument de l'article 1 *in fine* « prescrira toutes les mesures qu'il jugera utiles ». (BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX, IV, n° 588).

si elle est nécessaire. Elles pourront donc être vendues soit aux enchères publiques, soit de gré à gré (1).

§ 2. CONVERSION DES TITRES AU PORTEUR EN TITRES NOMINATIFS.

Le législateur n'a pas voulu laisser l'aliéné exposé aux réels dangers présentés par les titres au porteur dont la transmission de la main à la main est de nature à ouvrir la porte à des fraudes redoutables. Aussi, l'article 5 de la loi du 27 février 1880 fait-il une obligation à l'administrateur provisoire de mettre sous la forme nominative les valeurs appartenant à l'aliéné.

Cette conversion doit obligatoirement avoir lieu dans les trois mois, le délai commençant à courir soit à dater de l'entrée en fonctions de l'administrateur provisoire, soit du jour de la mise en possession des titres.

Toutefois, le conseil de famille pourra, s'il le juge à propos, consentir pour opérer cette conversion un plus long délai.

Si la nature des titres ou des conventions spéciales rendent la conversion au nominatif impossible, il appartiendra au conseil de famille de prendre toutes mesures utiles pour assurer leur conservation. Il pourra, par exemple, ordonner leur remise à la caisse des dépôts et consignations. Il pourra également permettre à l'administrateur provisoire de les conserver ou décider de les confier à telle personne ou telle société spécialement désignée.

La loi du 27 février 1880 a enfin prévu que les opéra-

(1) Ch. du conseil, 16 avril 1894, cité par BOISNARD, Thèse, Paris, 1907.

tions de conversion des titres au porteur en titres nominatifs seraient soumises aux mêmes formalités que la vente de ces titres. Il s'en suit que, pour cette conversion, l'administrateur provisoire sera tenu de se munir de l'autorisation du conseil de famille de l'aliéné, éventuellement homologuée par le tribunal.

Pour en finir avec cette question, il est bon de remarquer qu'en cas d'administration provisoire légale d'un aliéné interné dans un asile, le receveur de cet établissement a seul qualité pour réaliser les opérations concernant les titres de l'aliéné.

Son concours sera donc indispensable, qu'il s'agisse de remboursement ou de conversion des titres au porteur de son administré (1).

§ 3. EMPLOI DES CAPITAUX.

L'article 6 de la loi du 27 février 1880 impose une autre obligation à l'administrateur provisoire, celle du emploi des capitaux disponibles de l'aliéné, dans un délai maximum de trois mois.

Conformément à l'article 455 du Code Civil, qui nous paraît s'appliquer ici, l'administrateur provisoire devra, à notre avis, demander au conseil de famille de fixer à partir de quelles sommes le placement des disponibilités deviendra pour lui obligatoire.

Le délai prescrit par l'article 6 de la loi peut, comme pour la conversion des titres, être étendu par le conseil de famille.

A défaut d'emploi dans le délai imparti par la loi ou

(1) BEZARD-FALGAS, *Traité théorique et pratique du contentieux du transfert d'actions et obligations nominatives*, chapitre IV, section III.

le conseil de famille, l'administrateur provisoire devient personnellement responsable des intérêts des capitaux non employés et il est tenu de plein droit d'en verser le montant.

Les formalités requises pour l'emploi des capitaux appartenant à l'aliéné sont identiques à celles relatives à la vente des valeurs mobilières ainsi qu'il résulte du texte même de l'article 6 de la loi qui dispose : « Les « règles prescrites par les articles ci-dessus sont appli-
« cables. »

Il faudra donc, à notre avis, pour réaliser les opérations d'emploi des capitaux, une autorisation spéciale du conseil de famille dûment homologuée par le tribunal si leur montant est supérieur à 7.500 francs (1).

SECTION III

POUVOIRS CONFÉRÉS A L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE PAR LE DÉCRET-LOI DU 8 AOUT 1935

Le décret-loi du 8 août 1935 abroge la loi du 3 mai 1841 et établit une nouvelle réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Sa principale préoccupation est de faciliter les accords amiables entre le propriétaire et la partie expropriante. Si l'accord est impossible, toute une procédure est établie pour arriver à l'expropriation forcée.

L'expropriation, lorsqu'elle est décidée, ne peut être contestée par les particuliers. La loi se devait donc de

(1) V. pour le mineur, Rennes, 9 février 1904, D. 1904-2-263; Toulouse, 19 mars 1906, D. 1906-2-192.

faciliter les formalités à accomplir lorsque l'immeuble appartient à un incapable.

Dans ce but, l'article 15 du décret dispose : « Si des
« biens de mineurs, d'interdits, d'absents ou autres inca-
« pables, sont compris dans les plans déposés en vertu
« de l'article 5, ou dans les modifications qui y sont
« apportées conformément à l'article 11, les tuteurs,
« ceux qui ont été envoyés en possession provisoire et
« tous représentants des incapables, peuvent, après
« autorisation du tribunal donnée sur simple requête,
« en la chambre du conseil, le ministère public entendu,
« consentir amiablement à l'aliénation des dits biens.
« Le tribunal ordonne les mesures de conservation ou
« de remploi qu'il juge nécessaires. »

L'aliéné interné et non interdit fait certainement partie des « autres incapables » prévus par le décret-loi.

Par suite, si un immeuble appartenant à un aliéné se trouve exproprié et si un accord intervient sur le prix entre l'administrateur provisoire de cet aliéné et la partie expropriante, l'aliénation amiable sera possible. Pour cela, l'administrateur provisoire devra se munir de l'autorisation du tribunal prévue par l'article 15 du décret-loi précité.

Le tribunal compétent sera celui de la situation des immeubles. Il délibérera en chambre du conseil après avoir entendu les conclusions du ministère public. Il lui sera d'ailleurs possible de fixer l'emploi des fonds provenant de la vente.

Si un accord amiable entre les parties se révèle impossible, il ne restera plus qu'à recourir à la procédure instaurée par le décret-loi et, dans ce cas, l'aliéné ne pourra y être valablement représenté que par un mandataire *ad litem* nommé spécialement à cet effet.

CHAPITRE III

ACTES ABSOLUMENT INTERDITS A L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

Malgré l'extension donnée par la jurisprudence aux pouvoirs de l'administrateur provisoire, il existe certains actes qu'elle n'autorise jamais.

Ce sont en général les actes de disposition ayant trait aux droits immobiliers de l'aliéné.

1° Donation de meubles ou d'immeubles

Les aliénations à titre gratuit de meubles ou d'immeubles sont absolument interdites au tuteur du mineur et de l'interdit. Elles le seront donc également à l'administrateur provisoire de l'aliéné interné.

La renonciation à une prescription acquise, la mainlevée d'une hypothèque sans paiement préalable, sont traitées aussi comme des aliénations à titre gratuit et sont par suite défendues à l'administrateur provisoire.

2° Aliénation à titre onéreux des immeubles

L'administrateur provisoire n'a aucun pouvoir pour procéder à l'aliénation à titre onéreux, vente ou échange, des immeubles appartenant à l'aliéné (1). Le seul moyen d'y parvenir est d'avoir recours à l'interdiction.

(1) Chambre du conseil de la Seine, 5 avril 1851, cité par BERTIN, *Chambre du Conseil*, T. 2, p. 52.

D'autres actes sont assimilés à une aliénation d'immeubles et sont, par suite, également interdits à l'administrateur provisoire. Nous pouvons citer la constitution d'hypothèque (1) et les démembrements de la propriété, constitutions de servitude, usufruit, emphytéose.

Cependant l'aliénation d'un immeuble appartenant à un aliéné interné reste possible dans quelques cas :

D'abord en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique et en vertu des dispositions du décret-loi du 8 août 1935, que nous avons examiné précédemment;

Dans le cas aussi où l'aliéné est propriétaire d'une part indivise dans un immeuble; nul n'étant tenu de rester dans l'indivision, ses co-propriétaires peuvent l'obliger à procéder à la licitation de l'immeuble, laquelle devra se faire aux enchères publiques et nécessitera la nomination d'un mandataire *ad litem*;

Enfin un créancier inscrit sur l'immeuble pourra toujours, en pratiquant une saisie immobilière, arriver en fait à la vente de l'immeuble.

3° *Emprunt*

Il est interdit à l'administrateur provisoire d'emprunter pour le compte de l'aliéné.

4° *Transaction, compromis*

La transaction et le compromis sont également impossibles pour l'administrateur provisoire d'un aliéné.

(1) Chambre du conseil de la Seine, 3 mars 1848 et 2 avril 1852, cités par BERTIN, *op. cit.*, T. 2, p. 51.

Certains auteurs autorisent cependant (1) la transaction si l'administrateur provisoire s'est muni au préalable de l'autorisation du conseil de famille de l'aliéné, homologuée par le tribunal et si un avis favorable à la transaction a été donné par trois jurisconsultes désignés par le procureur de la République (article 467 C. C.). Mais cette assimilation de l'administrateur provisoire au tuteur nous paraît impossible et la jurisprudence, avec juste raison, refuse à l'administrateur provisoire le pouvoir de transiger (2) ou de consentir à un compromis (3).

5° *Cautionnement*

Enfin, le cautionnement, contrat à titre gratuit, est absolument interdit à l'administrateur provisoire de l'aliéné.

(1) DURIEU et ROCHE, Rép. des établissements de bienfaisance, V° *Aliéné*, n° 163.

(2) Chambre du conseil de la Seine, 21 mars 1851, cité par BERTIN, *Chambre du Conseil*, T. 2, p. 48; Metz, 8 décembre 1868, D. 69-2-40.

(3) Chambre du conseil de la Seine, 21 juin 1850, cité par BERTIN, *op. cité*, T. 2, p. 49.

CHAPITRE IV

ACTES PERMIS PAR LA JURISPRUDENCE

SECTION I

ACCEPTATION DE SUCCESSION

Le règlement d'une succession comprend deux choses essentielles :

— Son acceptation qui peut être pure et simple ou sous bénéfice d'inventaire;

— Son partage.

Nous avons précédemment étudié sous quelles formes était possible le partage d'une succession échue à l'aliéné. Nous avons conclu qu'il pouvait être représenté par son administrateur provisoire dans les opérations nécessitées par le partage. Nous supposons alors que la succession avait été acceptée par l'aliéné avant son internement.

La question que nous allons nous efforcer de résoudre maintenant est celle du parti à prendre sur une succession échue à l'aliéné pendant son internement, ou

qui n'a pas été acceptée par lui avant son entrée à l'asile.

Pourra-t-on autoriser l'administrateur provisoire à l'accepter ou à y renoncer, ou faudra-t-il avoir recours à l'interdiction ?

La doctrine est absolument unanime sur ce point : elle enseigne que personne n'a qualité pour prendre parti sur une succession échue à l'aliéné et que le recours à l'interdiction est indispensable (1). Cette solution est d'ailleurs conforme à l'esprit général de la loi du 30 juin 1838.

La jurisprudence a d'abord suivi l'opinion de la doctrine et a refusé à l'administrateur provisoire de l'aliéné et au mandataire *ad litem* le pouvoir d'accepter ou de répudier une succession échue à l'aliéné.

« Le tribunal ne peut donner au mandataire *ad litem* « un semblable droit », a jugé la Cour de Caen le 15 novembre 1870 (S. 1872-2-308).

De même la Chambre du conseil de la Seine (20 octobre 1891, S. 1892-2-185) :

« Attendu que les pouvoirs de l'administrateur provisoire d'un aliéné non interdit se bornent aux « mesures conservatoires et d'administration; qu'ils ne « comportent pas les actes de disposition; que de semblables actes passés par l'administrateur provisoire ou « par un mandataire spécialement nommé à sa requête,

(1) DEMOLOMBE, VIII, n° 837; A. COLIN et CAPITANT, I, p. 597; PLANIOL, RIPERT et SAVATIER, T. I, p. 750; AUBRY et RAU, § 127 *bis*, p. 821; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, IV, n° 1023; LAURENT, V, n° 395; HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, III, n° 535; DURIEU et ROCHE, Répertoire des établissements de bienfaisance, V° *Aliénés*, n°s 161 et 162.

« ne lieraient point son administré; que la décision de
« la chambre du conseil qui les permettrait serait
« dépourvue de toute valeur comme de tout effet juri-
« dique;

« Attendu qu'accepter ou renoncer à une succession
« rentre dans la classe des actes de disposition, que
« d'ailleurs l'acceptation soit bénéficiaire ou pure et
« simple; que dans l'ensemble des dispositions qui
« régissent la matière, même lorsqu'il n'autorise que
« l'acceptation bénéficiaire, le législateur soumet cette
« acceptation aux mêmes formalités que la renoncia-
« tion; qu'il s'agit, en effet, de choisir entre l'un et
« l'autre des partis, et qu'éventuellement la renoncia-
« tion peut être préférable à l'acceptation bénéficiaire,
« laquelle impose au successible la charge de la liquida-
« tion, le constitue personnellement débiteur des droits
« de mutation, et, même en dehors de ces droits, peut
« l'obliger sur tous ses biens au paiement du passif, en
« cas d'inobservation des formalités de la loi et de
« déchéance du bénéfice d'inventaire;

« Rejette... (1). »

Une telle jurisprudence, fondée pourtant sur des motifs puissants, n'allait pas sans entraîner de graves inconvénients, surtout en présence de co-héritiers.

Ceux-ci se trouvaient, en effet, dans l'impossibilité de procéder au partage de la succession, et devaient rester dans l'indivision. L'interdiction s'imposait alors.

Devant cet état de chose, la jurisprudence n'a pas hésité.

(1) Voir dans le même sens, Ch. du conseil Seine, 3 juillet 1890, 23 décembre 1891, 15 mars 1892, S. 1892-2-185.

Partant du principe que l'interdiction était une solution à laquelle il fallait recourir le moins possible, elle a autorisé très rapidement le mandataire *ad litem* à accepter une succession échue à l'aliéné.

Toutefois, afin de ne pas compromettre les intérêts de l'aliéné, elle n'a autorisé cette acceptation que sous bénéfice d'inventaire.

Pour justifier la solution qu'elle adopte, la jurisprudence fait le raisonnement suivant :

L'aliéné est représenté dans tous partages ou liquidations par un mandataire *ad litem* qui a tous les pouvoirs nécessaires pour y procéder. Or, le premier acte qui s'impose pour parvenir au partage d'une succession, c'est évidemment d'accepter cette succession. Pour elle, le droit d'accepter une succession n'est que le simple accessoire du droit de procéder à son partage (1).

« La Cour...

« Considérant que c'est à tort que le tribunal a
« rejeté cette demande;

« Qu'il a fait une inexacte interprétation de l'arti-
« cle 33 de la loi du 30 juin 1838 en considérant les pou-
« voirs à donner au mandataire spécial comme ne pou-
« vant excéder les limites d'une mesure conservatoire et
« d'administration; que le droit conféré au tribunal par
« cet article, de désigner un mandataire spécial à l'effet
« de représenter en justice un individu non interdit et
« placé dans un établissement d'aliénés qui serait
« engagé dans une contestation judiciaire, comprend
« implicitement, mais nécessairement, celui d'autoriser
« ce mandataire à accepter, mais seulement sous béné-

(1) A notre avis, il semble que le raisonnement inverse serait plus justifié.

« fice d'inventaire, la succession qu'il s'agit de liquider
« et de partager;

« Que, s'il en était autrement, ce serait mettre les
« tiers appelés à recueillir une succession ou à faire
« valoir leurs droits dans une communauté en concurrence avec un aliéné, dans l'impossibilité de sortir de
« l'indivision, ou contraindre indirectement la famille
« de l'interné à poursuivre une interdiction qu'un simple internement ne justifierait pas toujours et que
« des motifs de l'ordre le plus élevé font souvent un
« devoir de différer;

« Considérant, au surplus, que l'acceptation d'une
« succession sous bénéfice d'inventaire ne présente pour
« l'aliéné non interdit aucun danger sérieux et qu'il
« serait contraire au vœu de la loi de 1838 de ne pas
« reconnaître au tribunal le droit de conférer au mandataire spécial le droit et le pouvoir de l'opérer;

« Par ces motifs... (1). »

Cette solution, depuis 1892, a été consacrée de façon constante par tous les tribunaux.

Cependant il ne faut pas croire que le mandataire *ad litem* ait la possibilité de prendre parti sur la succession (2). Une seule voie lui est ouverte par la jurisprudence : l'acceptation sous bénéfice d'inventaire; l'acceptation pure et simple et la renonciation lui sont en effet

(1) Paris, 26 janvier 1892, S. 1892-2-185; D. P. 1892-2-87. Dans le même sens, Chambre du conseil Seine, 4 juin 1853, cité par BERTIN, *Chambre du Conseil*, T. 2, p. 60; Aix, 6 juillet 1865, S. 1866-2-213; Paris, 11 août 1891, S. 1892-2-185; Grenoble, 2 avril 1895, S. 1897-2-205 précité; Nancy, 10 août 1901, S. 1902-2-77.

(2) « Le tribunal ne peut davantage nommer un mandataire « spécial chargé de prendre parti entre l'acceptation ou la « renonciation. » (Paris, 25 mars 1892, S. 1892-2-185).

interdites (1). Ceci peut causer à l'aliéné un grave préjudice; il y a, en effet, des cas où la renonciation à une succession présente plus d'intérêt que l'acceptation, même sous bénéfice d'inventaire; il en est ainsi, par exemple, si l'héritier est soumis au rapport d'une donation dont le montant dépasse sa part dans la succession.

On peut enfin se demander si, en cas d'inaction de l'administrateur provisoire ou des cohéritiers, les créanciers de l'aliéné ne pourraient provoquer l'acceptation d'une succession à lui échue.

Certains auteurs (2) autorisent l'action des créanciers en se fondant sur l'article 788 du Code civil, qui permet aux créanciers de l'héritier d'accepter la succession en son nom. Cette explication ne nous semble pas satisfaisante; l'article 788 se rapporte à l'action paulienne et il ne permet l'acceptation par les créanciers de l'héritier qu'en cas de renonciation frauduleuse de ce dernier; dans le cas d'une succession échue à un aliéné, il n'est pas possible de prouver une fraude de sa part. Nous autoriserons donc l'action des créanciers en nous appuyant, non sur l'article 1167 du Code Civil, mais sur l'article 1166, qui permet aux créanciers d'exercer tous les droits et actions de leur débiteur.

La jurisprudence que nous venons d'exposer et qui autorise le mandataire *ad litem* de l'aliéné à accepter une succession sous bénéfice d'inventaire nous semble très critiquable. Les raisons qui l'ont fait naître, intérêts

(1) « Attendu que la renonciation à une succession constitue « au même titre que l'acceptation de celle-ci un acte de disposition. » (Ch. du conseil de la Seine, 23 décembre 1891, confirmé en appel, 15 mars 1892, D. 92-2-229).

(2) ORELLI, *De l'incapacité juridique des aliénés et de la gestion de leurs biens*. Revue gén. d'administration, années 1920 et 1921. PILLET (Thèse, Paris, 1926).

des cohéritiers, des créanciers et de l'aliéné lui-même, doivent être, évidemment, considérées comme très importantes; mais l'argument juridique sur lequel est fondée toute cette jurisprudence est à peine admissible. Comment pouvons-nous considérer l'acceptation d'une succession comme l'accessoire du droit de procéder au partage ? Et cet argument, si faible soit-il, va même manquer à l'heure actuelle. Nous avons vu, en effet, que, d'après l'arrêt du 14 février 1938, c'est l'administrateur provisoire ou le notaire commis qui ont qualité pour représenter un aliéné dans les partages ou liquidations où il serait intéressé, et non plus le mandataire *ad litem*. Il est absolument contraire à la loi du 30 juin 1838 de donner à l'administrateur provisoire ou au notaire commis le pouvoir d'accepter une succession échue à l'aliéné, même en considérant ce pouvoir comme un accessoire du droit de procéder au partage. La meilleure manière de résoudre cette question serait évidemment qu'une loi nouvelle modifie complètement les pouvoirs de l'administrateur provisoire; mais en attendant cette éventualité, nous proposerons la solution suivante :

Nous pouvons remarquer qu'aux termes de l'article 795 du Code Civil, l'héritier a trois mois pour faire inventaire et quarante jours pour délibérer. Pendant ce délai, personne ne peut exiger qu'il prenne parti et il peut opposer l'exception dilatoire de l'article 174 du Code de procédure civile à toute demande dirigée contre lui. A l'expiration du délai, tous les intéressés peuvent l'obliger à prendre qualité et s'il ne se prononce pas, le tribunal décidera pour lui en le condamnant en qualité d'héritier pur et simple (article 800 du Code Civil).

Les intéressés dont il s'agit ici sont ses co-héritiers,

ses créanciers personnels ou ceux de la succession, les légataires, les héritiers subséquents.

Si nous nous trouvons dans le cas d'une succession échue à un aliéné interné, toutes ces personnes pourront donc, une fois le délai de trois mois et quarante jours écoulé, le citer en justice pour l'obliger à prendre parti. Il y aurait lieu alors à nomination d'un mandataire *ad litem* auquel serait confiée la mission spéciale d'accepter sous bénéfice d'inventaire, ou même de refuser la succession échue à l'aliéné.

Si cette solution était acceptée, nous arriverions au résultat suivant :

L'administrateur provisoire, légal ou judiciaire, d'un aliéné interné ne peut jamais prendre parti sur une succession échue à cet aliéné. Toutefois, ses cohéritiers, ses créanciers personnels, ceux de la succession, les légataires, les héritiers subséquents peuvent agir en justice, au bout du délai de trois mois et quarante jours pour l'obliger à prendre parti. Il s'agit alors d'une contestation judiciaire nécessitant la nomination d'un mandataire *ad litem* avec pouvoirs spéciaux pour accepter la succession échue à l'aliéné sous bénéfice d'inventaire ou pour y renoncer. Si personne n'agit, il faut avoir recours à l'interdiction.

SECTION II

ACCEPTATION DE COMMUNAUTÉ

Le règlement d'une communauté présente les mêmes difficultés que celui d'une succession. Il comporte également une acceptation et une liquidation.

La liquidation d'une communauté sera réalisée selon les mêmes règles que celle d'une succession. Les mêmes principes sont à appliquer. L'article 36 de la loi du 30 juin 1838 prévoit en effet la liquidation ou le partage de toute indivision en général.

La liquidation d'une communauté devra donc se faire en justice. L'aliéné y sera valablement représenté par son administrateur provisoire et la nomination d'un mandataire *ad litem* ne s'imposera qu'en cas d'existence d'un litige.

Par contre, l'acceptation d'une communauté diffère sous certains rapports de l'acceptation d'une succession.

Le droit d'option n'appartient en effet qu'à la femme ou à ses héritiers. Pour le mari, une seule solution est possible : l'acceptation (article 1453 C. C.). De plus, l'acceptation bénéficiaire d'une communauté est impossible.

Le problème de l'acceptation d'une communauté peut donc se poser dans deux cas :

— Le de cujus laisse une femme commune en biens aliénée et internée;

— Une femme commune en biens aliénée et internée décède en laissant des héritiers.

Pour la doctrine, l'acceptation d'une communauté est un acte aussi impossible que celle d'une succession.

La jurisprudence, de son côté, a suivi la même évolution que dans le cas d'acceptation d'une succession.

Après avoir interdit au mandataire *ad litem* l'acceptation d'une communauté (1), elle la lui a permise. Mais, pour sauvegarder les intérêts de la femme, le bénéfice

(1) Ch. du conseil Seine, 25 mars 1892, S. 1892-2-195.

d'émolument doit pouvoir être opposé au mari ou aux créanciers de la communauté (1), ce qui oblige le mandataire *ad litem* à faire « bon et fidèle inventaire » dans les trois mois.

L'action des créanciers pour obliger la femme ou ses héritiers à prendre parti, sera admissible par application de l'article 1166 du Code Civil et l'explication que nous avons donnée à ce sujet au moment de l'acceptation d'une succession est également valable ici.

SECTION III

ACCEPTATION DE DONATIONS OU LEGS

A notre avis, une acceptation de donation ou de legs est absolument impossible pour l'administrateur provisoire.

Une décision de la chambre du conseil de la Seine du 20 avril 1894 lui a permis cependant d'accepter seul et sans autorisation du conseil de famille une libéralité sans charge faite à l'aliéné (2).

Cette jurisprudence nous paraît fort contestable et l'interdiction nous semble s'imposer dans ce cas.

S'il s'agissait cependant d'un legs universel ou à titre universel et que les héritiers ou co-légataires exigeassent le partage, le mandataire *ad litem*, qu'il y aurait alors lieu de nommer, pourrait également recevoir la mission d'accepter le legs.

(1) Paris, 9 août 1892, D. 92-2-600; Nancy, 10 avril 1901, précité.

(2) DALLOZ, Rép. Prat., V° *Donation*, n° 209.

SECTION IV

CONSTITUTION DE DOT

L'administrateur provisoire peut-il constituer une dot aux enfants de l'aliéné? La jurisprudence est incertaine sur ce point.

Avant la loi du 27 février 1880, toute constitution de dot, soit mobilière, soit immobilière, était considérée comme impossible (1).

Après cette loi, quelques arrêts l'autorisèrent, mais seulement lorsqu'il s'agissait de valeurs mobilières (2). D'autres l'écartèrent.

Les premiers s'appuient sur la loi du 27 février 1880 qui permet l'aliénation des valeurs mobilières appartenant à l'aliéné.

L'administrateur provisoire voulant constituer avec ces valeurs une dot aux enfants de l'aliéné devra donc se munir de l'autorisation du conseil de famille, homologuée par le tribunal si son montant dépasse 7.500 francs.

Si la dot doit, au contraire, être constituée avec des immeubles, il faut recourir à l'interdiction.

Une telle jurisprudence nous paraît fort contestable :

1° Elle s'appuie sur un texte, la loi du 27 février 1880,

(1) BERTIN, *Chambre du conseil*, T. II, p. 47.

(2) Chambre du conseil de la Seine, 16 juin 1893, 17 mai 1895, cité par BOISNARD, Thèse, Paris, 1907, p. 130. *Contra*, Ch. du conseil de la Seine, juillet 1881, cité par BOISNARD, Thèse, Paris, 1907, p. 128.

qui concerne plus particulièrement les mineurs, et certainement le législateur de 1880 n'a pas pensé à la constitution de dot aux enfants de l'aliéné interné.

2° De plus, la constitution de dot est permise au tuteur de l'interdit, non en vertu de la loi de 1880, qui lui est également applicable, mais en vertu d'un texte spécial, l'article 511 du Code Civil.

3° Dans certains cas, la constitution de dot aux enfants de l'aliéné interné exigerait, ce qui est anormal, moins de formalités que celle qui est faite aux enfants de l'interdit. L'homologation du tribunal ne serait nécessaire dans le premier cas que si le montant de la dot dépassait 7.500 francs. En cas d'interdiction, au contraire, l'article 511 exige toujours cette homologation.

4° Enfin, la constitution de dot, quoique pouvant être considérée sous certains rapports comme un acte à titre onéreux, n'en est pas moins une libéralité et les aliénations à titre gratuit sont complètement interdites à l'administrateur provisoire de l'aliéné.

Toutes ces raisons nous incitent à refuser à l'administrateur provisoire la possibilité de constituer une dot aux enfants de l'aliéné.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que le conjoint de l'aliéné peut constituer une dot aux enfants communs avec ses biens propres et même avec ceux de la communauté.

Le mari peut en effet disposer seul des biens de communauté, mobiliers ou immobiliers, pour doter les enfants communs (article 1422 C. C.) et la femme le peut également avec autorisation de justice (articles 1427 et 1555 C. C.).

CHAPITRE V

DES DIFFICULTÉS QUI PEUVENT SURVENIR PAR SUITE DU MARIAGE DE L'ALIÉNÉ INTERNÉ

Si l'aliéné interné est marié, son conjoint peut éprouver certaines difficultés quant à la gestion de ses biens propres et des biens de communauté.

Ces difficultés peuvent d'ailleurs différer suivant que c'est le mari ou la femme qui est interné.

Nous allons étudier séparément ces deux cas.

SECTION I

MARI INTERNÉ

Les pouvoirs de l'administrateur provisoire judiciaire de l'aliéné s'exerceront sur les biens propres du mari et s'il y a lieu sur les biens de communauté.

Nous supposons d'abord que la femme n'est pas

nommée à ces fonctions d'administrateur provisoire judiciaire de son mari.

Suivant le régime matrimonial, l'administration des biens personnels de la femme est exercée par elle ou par son mari. Dans ce dernier cas, devons-nous reconnaître à l'administrateur provisoire le pouvoir de les gérer ?

A notre avis, l'administration des propres de la femme est un attribut de la puissance maritale qui ne saurait être confié à un tiers. Nous reconnâtrons donc à la femme le pouvoir d'administrer ses biens propres et cela sous tous les régimes.

La loi du 18 février 1938 a rayé la femme du nombre des incapables et lui a reconnu sa pleine capacité civile. Devons-nous en conclure que la femme pourra, sans autorisation, accomplir seule tous les actes nécessités par l'administration de ses biens propres ?

Evidemment non, car rien n'a été changé aux régimes matrimoniaux. La femme devra donc se munir, dans tous les cas où elle est nécessaire, de l'autorisation de justice à défaut de celle de son mari. Les seuls avantages donnés à la femme par cette loi consistent à lui attribuer, lorsque le mari est incapable de manifester sa volonté, le rôle de chef de famille. C'est ainsi qu'elle pourra exercer la puissance paternelle, choisir son domicile et en vertu de l'article 776 modifié du Code Civil, accepter sans autorisation maritale ou de justice les successions qui pourraient lui échoir.

Dans le cas où la femme est administrateur provisoire de son mari interné, elle possède sur les biens propres de l'aliéné et sur les biens de communauté, les pouvoirs d'un administrateur provisoire. Elle aura éga-

lement sur ses biens propres soit les pouvoirs d'administration qui lui conférés par son contrat de mariage, soit ceux que nous lui avons reconnus précédemment.

SECTION II

FEMME INTERNÉE

Nous avons vu que l'administration provisoire des biens d'une femme internée pouvait être confiée à une personne autre que son mari, par exemple en cas d'internement dans un asile public ou d'opposition certaine d'intérêt entre les deux époux.

Nous allons étudier comment sont administrés les propres de la femme suivant que le rôle d'administrateur provisoire est confié à un tiers ou au mari.

Nous étudierons ensuite les difficultés qui peuvent provenir du fait de l'hypothèque légale de la femme sur les biens du mari.

§ 1. GESTION DES BIENS PROPRES DE LA FEMME.

Deux cas doivent être distingués :

1° *L'administrateur légal est un autre que le mari.*
— Nous nous trouvons en présence de deux personnes ayant des pouvoirs sur les biens propres de la femme : le mari et l'administrateur provisoire.

Quels seront les pouvoirs de ce dernier ?

A aucun moment, ils ne peuvent porter atteinte à

ceux du mari (1) et, pour les délimiter, il faudra nous reporter aux pouvoirs que la femme s'est réservés sur ses biens propres par son contrat de mariage.

Sous le régime de la communauté légale, l'administration des propres de la femme sera confiée au mari et l'administrateur provisoire n'aura sur eux aucun pouvoir. Au contraire, sous le régime dotal et celui de la séparation de biens, où la femme peut administrer ses paraphernaux ou ses biens propres, l'administrateur provisoire aura le pouvoir de gérer ces mêmes biens.

2° *Le mari est nommé administrateur légal provisoire de sa femme.* — Dans ce cas, il n'y a aucune difficulté. Le mari a sur les biens propres de la femme les pouvoirs qu'il tient de son contrat de mariage ou de la loi et ceux de l'administrateur provisoire.

§ 2. HYPOTHÈQUE LÉGALE DE LA FEMME.

Tous les biens immeubles du mari et ceux de la communauté sont grevés de l'hypothèque légale de la femme.

La renonciation, la subrogation ou la réduction de cette hypothèque légale pourront-elles être obtenues lorsque la femme est internée ?

La subrogation et la renonciation sont certainement impossibles. Ce sont, en effet, des actes graves qui engagent l'avenir et compromettent l'exercice des reprises de la femme. Ni l'administrateur provisoire, ni le mandataire *ad litem* ne pourront donc les consentir.

La réduction de l'hypothèque légale devrait, pour les

(1) Tr. de la Seine, 21 février 1896; DEFRENOIS, Répertoire général du Notariat, n° 9033.

mêmes raisons, être également impossible; cependant, la jurisprudence permet au mandataire *ad litem* de consentir au nom de la femme cette réduction (1).

Cette solution peut paraître admissible, si l'on considère toutes les formalités protectrices dont la réduction de l'hypothèque légale de la femme est entourée par l'article 2144 du Code Civil.

(1) Trib. de la Seine, 31 octobre 1894, journal *La loi*, 5 décembre 1894. — DEFRENOIS, Répertoire général du notariat, n° 8092.

TITRE TROISIÈME

Cessation des Pouvoirs de l'Administrateur provisoire

Nous allons examiner les conditions dans lesquelles prennent fin les pouvoirs de l'administrateur provisoire et, corollaire naturel, procéder à l'étude de sa responsabilité et des comptes qu'il devra rendre à l'expiration de sa mission.

CHAPITRE PREMIER

CAS DE CESSATION DE L'ADMINISTRATION, PROVISOIRE

Il nous faut d'abord remarquer que la mission de l'administrateur provisoire peut cesser :

— d'une façon absolue lorsque cette cessation résulte d'une modification dans la situation de l'aliéné rendant inutile l'administration provisoire (guérison, décès, etc.) ;

— d'une façon relative lorsqu'elle a sa cause dans la personne de l'administrateur provisoire et entraîne par suite la nomination d'un nouvel administrateur. Dans cette éventualité, il nous faudra distinguer deux cas, celui de l'administrateur provisoire légal, et celui de l'administrateur provisoire judiciaire.

§ 1. CAUSES METTANT FIN D'UNE FAÇON ABSOLUE A L'ADMINISTRATION PROVISOIRE.

On peut en distinguer trois :

Sortie de l'aliéné de l'asile. — L'article 37, paragraphe premier de la loi du 30 juin 1838, prévoit que « les « pouvoirs conférés en vertu des articles précédents « cesseront de plein droit dès que la personne placée

« dans un établissement d'aliénés n'y sera plus
« retenue ».

Cependant faut-il encore que la sortie de l'aliéné soit définitive. Une simple sortie temporaire, souvent employée par les médecins dans un but curatif, ne ferait pas cesser l'administration provisoire. De même, l'évasion de l'aliéné ne provoquerait pas, d'après la jurisprudence, la cessation de l'administration provisoire (1).

Interdiction. — L'interdiction met fin à l'administration provisoire en la remplaçant par la mise en tutelle de l'aliéné. L'administrateur provisoire assurera dans ce cas la gestion des biens de l'aliéné jusqu'à la nomination du tuteur (2).

Mort de l'aliéné. — La mort de l'aliéné met évidemment fin à l'administration provisoire. Cependant, par application des règles générales du mandat, l'administrateur provisoire doit continuer ce qu'il a commencé, s'il y a péril en la demeure (article 1991, alinéa 2, C. C.).

§ 2. CAUSES METTANT FIN A L'ADMINISTRATION PROVISOIRE D'UNE FAÇON RELATIVE.

A) *Administrateur provisoire légal*

Les causes de cessation des pouvoirs de l'administrateur légal sont extrêmement rares. Nous savons, en effet, qu'il n'est que le délégué de la commission de surveillance. Un seul cas est à retenir : la nomination d'un administrateur provisoire judiciaire conformément à l'article 32 de la loi du 30 juin 1838.

(1) Ch. du conseil de la Seine, 19 mai 1854, cité par BERTIN, *Chambre du Conseil*, T. 2, p. 57.

(2) Paris, 23 mai 1873, S. 73-2-248.

B) *Administrateur provisoire judiciaire.*
Expiration du délai de trois ans.

L'article 37, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1838 prévoit expressément que « les pouvoirs conférés par le tribunal « en vertu de l'article 32 cesseront de plein droit à « l'expiration du délai de trois ans » ; il ajoute qu' « ils « pourront être renouvelés ».

Au bout de trois années d'exercice, l'administrateur provisoire nommé par la justice se verra donc retirer la mission qui lui a été confiée. Si l'aliéné est interné dans un asile public, l'administration de ses biens passera à l'administrateur provisoire légal. Si, au contraire, il est interné dans un asile privé, il ne sera plus soumis à l'administration provisoire.

La loi a d'ailleurs prévu que les pouvoirs de l'administrateur provisoire pourraient être renouvelés. A ce sujet, deux remarques importantes sont à faire :

La première est que le tribunal a une entière liberté pour juger de la nécessité de ce renouvellement (1) suivant les modifications subies par la fortune de l'aliéné. L'administration provisoire peut, en effet, s'avérer utile ou inutile.

La deuxième remarque consiste dans le fait que le jugement de renouvellement a exactement les mêmes caractères que celui de nomination. Comme lui, il ne sera pas sujet à appel (2), et la mission confiée par le tribunal sera obligatoire. Par suite, si le tribunal décide

(1) Ch. du conseil de la Seine, 16 mai 1891, cité par BOISNARD, Thèse, Paris, 1907, p. 81.

(2) Paris, 4 janvier 1851, S. 1851-2-83.

de renouveler les pouvoirs de l'administrateur provisoire déjà en fonctions, ce dernier ne pourra s'y refuser qu'à condition de faire valoir l'une des incapacités ou dispenses que nous avons précédemment étudiées.

Cette opinion a été, il est vrai, vivement combattue par MM. Durieu et Roche (1); ces auteurs rapprochent l'article 37 de la loi du 30 juin 1838 de l'article 508 du Code Civil sur l'interdiction, qui permet au tuteur de l'interdit de demander à être relevé de ses fonctions au bout du délai de dix ans. De ce rapprochement, MM. Durieu et Roche concluent que l'administrateur provisoire judiciaire de l'aliéné peut se refuser au renouvellement de ses pouvoirs.

Mais la majorité des auteurs (2) n'admet pas ce rapprochement et c'est leur opinion que nous avons adoptée. Elle se justifie d'ailleurs facilement, si l'on considère les intérêts des aliénés. Ceux-ci ne peuvent, en effet, que souffrir de changements trop fréquents dans la personne de l'administrateur provisoire et il est tout à fait logique d'assurer la continuité de l'administration des biens de l'aliéné.

Les charges de cette administration, beaucoup moins lourdes et moins absorbantes que celles de la tutelle d'un interdit, ne suffisent pas pour justifier le désir d'un administrateur provisoire de se soustraire à ses fonctions.

A côté de l'expiration du délai de trois ans, nous pouvons citer comme causes mettant fin aux pouvoirs de

(1) Répertoire des établissements de bienfaisance, V^o *Aliéné*, n^o 166.

(2) DEMOLOMBE, T. VIII, n^o 827; AUBRY et RAU, T. I, p. 825; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, T. IV, n^o 1026.

l'administrateur provisoire sa destitution prononcée par le tribunal, une demande de sa part d'être relevé de ses fonctions ou une incapacité survenue dans sa personne depuis son entrée en fonction; nous avons déjà examiné ces différentes éventualités.

Enfin la mort de l'administrateur provisoire judiciaire met évidemment fin à ses pouvoirs. Ses héritiers, conformément à l'article 2010 du Code Civil, devront donner avis du décès à la famille de l'aliéné et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances peuvent exiger dans l'intérêt de celui-ci.

CHAPITRE II

COMPTES A RENDRE PAR L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE

La loi du 30 juin 1838 n'a prévu la reddition d'aucun compte par l'administrateur provisoire. L'article 505 du Code Civil, qui prévoit qu'en cas d'interdiction de l'aliéné, l'administrateur provisoire doit rendre compte au tuteur, s'applique à l'administrateur provisoire prévu par l'article 497 du même Code et ne s'applique donc pas à celui qui est prévu par la loi de 1838.

Cependant, il nous semble utile et nécessaire que, lors de la cessation de ses fonctions, l'administrateur provisoire rende compte, soit à l'aliéné s'il est guéri, soit à ses héritiers, soit au tuteur ou à l'administrateur provisoire qui le remplace, des actes accomplis par lui pendant la durée de ses pouvoirs. L'administrateur provisoire n'est d'ailleurs qu'un mandataire et aux termes de l'article 1993 du Code Civil, il est tenu comme tel de rendre compte de sa gestion.

Ce compte ne peut, du reste, qu'être très incomplet, car l'administrateur provisoire n'a en général que des renseignements imprécis sur le patrimoine de l'aliéné et n'est même pas tenu de faire, lors de son entrée en

fonctions, un inventaire des biens de son administré. Il se contentera d'établir un relevé des recettes réalisées et des dépenses engagées pour le compte de l'aliéné et le complétera par l'énumération des actes passés en son nom.

Il est à noter que la comptabilité du receveur de l'asile justifiera des comptes de recettes et dépenses présentés par l'administrateur provisoire légal.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE *Garanties données à l'Aliéné*

La loi du 30 juin 1838 ne précise dans aucun de ses articles quelle est la responsabilité de l'administrateur provisoire. Faut-il donc lui appliquer la responsabilité assez étendue du tuteur (article 450 C. C.) ou au contraire celle qui dérive du mandat gratuit ?

A notre avis, c'est cette dernière solution qu'il faut adopter. Les pouvoirs de l'administrateur provisoire sont, en effet, très réduits et ne lui permettent que des actes n'entraînant aucune conséquence juridique grave. Cette opinion est, d'ailleurs, celle de la doctrine (1).

La responsabilité de l'administrateur provisoire peut, d'ailleurs, différer notablement suivant son mode de nomination.

§ 1. ADMINISTRATEUR PROVISOIRE LÉGAL.

La responsabilité de l'administrateur provisoire légal ne sera engagée qu'en cas de dol ou de faute lourde et

(1) PLANIOL, T. I, p. 748; AUBRY et RAU, T. I, p. 815; BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, T. IV, n° 1024.

les membres de la commission de surveillance de l'asile, dont il n'est que le délégué, seront solidaires avec lui; aucune garantie n'est spécialement attachée à cette responsabilité.

Par ailleurs, le receveur de l'asile qui, seul, a le maniement des deniers de l'aliéné, en reste responsable. Cette responsabilité est garantie par l'article 37 de la loi du 30 juin 1838, qui donne à l'aliéné un privilège sur le cautionnement du receveur.

§ 2. ADMINISTRATEUR PROVISOIRE JUDICIAIRE.

L'administrateur provisoire judiciaire encourt une responsabilité beaucoup plus large du fait qu'il est chargé du maniement des deniers de l'aliéné. Sa gestion n'étant pas soumise comme celle de l'administrateur provisoire légal au contrôle d'une commission de surveillance, il pourrait facilement commettre des fraudes et nuire aux intérêts de l'aliéné.

Pour parer à cette éventualité, la loi du 30 juin 1838 permet au tribunal, soit sur la demande du ministère public, soit sur celle des intéressés, de constituer sur les biens de l'administrateur provisoire judiciaire une hypothèque générale ou spéciale, jusqu'à concurrence d'une somme qui sera fixée par le jugement (article 34).

Il ne s'agit pas là d'une hypothèque légale, car elle n'existe pas de plein droit et doit faire l'objet d'une demande spéciale au tribunal. Cette demande peut être formulée par les mêmes personnes que celles qui ont qualité pour solliciter de la justice la nomination d'un administrateur provisoire.

Elle n'est pas dispensée d'inscription et l'article 34

de la loi du 30 juin 1838 prescrit au procureur de la République de procéder à cette formalité dans la quinzaine. A son défaut, tous les intéressés auraient qualité pour exiger cette inscription (1).

L'hypothèque, qui prendra date seulement du jour de l'inscription, peut grever tous les immeubles de l'administrateur provisoire judiciaire; mais elle doit obligatoirement fixer le montant de la somme à garantir.

Elle a donc bien le caractère d'une hypothèque judiciaire.

On s'est demandé si elle pouvait être constituée par un jugement postérieur à celui qui a nommé l'administrateur provisoire.

Certains auteurs (2) considèrent que la constitution d'une hypothèque dépend avant tout de la situation de fortune de l'aliéné. Si, au cours de l'internement, cette fortune augmente, elle peut justifier ou même nécessiter la constitution d'une hypothèque qui paraissait absolument inutile au moment de l'internement dans l'asile.

Ce raisonnement est certainement très logique, mais la loi du 30 juin 1838 est formelle. Son article 34 dit, en effet : « Le jugement qui nommera l'administrateur « provisoire pourra en même temps constituer sur ses « biens une hypothèque. »

Il ne peut donc être question, selon nous, de demander la constitution d'une hypothèque en dehors du juge-

(1) DURIEU et ROCHE, Répertoire des établissements de bienfaisance, V° *Aliéné*, n° 154; DEMOLOMBE, T. VIII, n° 825; AUBRY et RAU, T. I, § 127 *bis*; FUZIER HERMAN, CARPENTIER et FRÈRE-JOUAN DU SAINT, Répertoire général du Droit français, V° *Aliéné*, n° 428.

(2) DEMOLOMBE, VIII, n° 824; PLANIOL, I, p. 748.

ment nommant l'administrateur provisoire (1). Il serait, ajoutons-le, anormal de voir la situation de l'administrateur provisoire aggravée au cours de sa gestion par une telle éventualité.

Les inconvénients résultant de cette opinion sont, d'ailleurs, beaucoup moins graves qu'ils ne le paraissent à première vue. Le tribunal, en effet, statue tous les trois ans sur le renouvellement de l'administrateur provisoire et, si les circonstances semblent l'exiger, il lui est toujours loisible de profiter du jugement de renouvellement pour constituer une hypothèque sur les biens de cet administrateur.

De même, il pourra à cette occasion, si l'hypothèque existe déjà, augmenter le montant de la somme garantie.

(1) En ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE et BONNECARRÈRE, IV, n° 1025; AUBRY et RAU, I, p. 324.

TITRE QUATRIÈME

Critiques et Projets de Réforme

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUES DU RÉGIME DES ALIÉNÉS

La loi du 30 juin 1838 fut la première à s'occuper des intérêts personnels de l'aliéné et à le défendre contre tout internement arbitraire. A ce titre, elle fut considérée lors de son apparition comme un modèle et les législations étrangères ne manquèrent pas d'y faire de larges emprunts.

Il faut reconnaître que ses dispositions mirent fin, dès son application, à de nombreux abus et qu'elle eut le mérite d'assurer enfin la gestion des biens des aliénés et de les garantir contre les appétits malhonnêtes de parents ou d'étrangers.

A ce dernier point de vue, la loi de 1838 comporte cependant bien des erreurs.

Prenant pour base les dispositions du Code Civil qui, comme nous l'avons déjà exposé, considéraient l'inter-

diction comme une condition préalable à tout internement, elle a eu le tort de ne voir dans l'administration provisoire qu'un prélude de l'interdiction.

Qu'en est-il résulté ?

Les pouvoirs donnés par la loi de 1838 à l'administrateur provisoire ne furent qu'embryonnaires et à peine suffisants pour assurer une administration de courte durée. Cette lacune devint de plus en plus grave en raison du développement des maladies mentales ou du moins, de la volonté apportée par la société d'assurer les soins utiles à des malheureux le plus souvent guérissables.

La jurisprudence se trouva bientôt dans l'obligation de ne recourir à l'interdiction que dans des cas spéciaux et l'administration provisoire créée par la loi de 1838 devint bientôt le statut normal et durable des aliénés internés. Elle n'était pas faite pour cela, et son application à la gestion des biens des aliénés internés appelle de nombreuses critiques qui peuvent se résumer en deux mots : « Complication et insuffisance ».

Complication. — Quatre personnages évoluent d'après la loi autour de l'aliéné :

- l'administrateur provisoire,
- le mandataire *ad litem*,
- le curateur,
- le notaire.

Leurs rôles, leurs pouvoirs, qui bien souvent empiètent les uns sur les autres, sont mal définis et la doctrine, comme la jurisprudence, reste indécise à leur endroit.

Comment les tiers qui, ignorant le plus souvent les

dispositions les plus simples, se reconnaîtront-ils dans des règles aussi compliquées que celles de l'administration provisoire ?

Cet état de choses ne peut qu'être préjudiciable à l'intérêt des internés et de leurs familles, malgré les efforts faits par la loi et la jurisprudence en vue d'assurer leur garantie et de simplifier les formalités à remplir.

Insuffisances. — Les insuffisances de la loi du 30 juin 1838 sont au moins aussi dangereuses que ses complications.

1° Elle ne soumet à l'administration provisoire qu'un certain nombre d'internés.

2° Elle limite à tel point les pouvoirs de l'administrateur provisoire qu'elle les rend inopérants.

3° Elle ne donne aux internés ou à leur famille qu'une garantie médiocre quant à la gestion des biens des aliénés.

Les aliénés internés dans un asile privé ne sont, en effet, soumis à l'administration provisoire que sur une demande faite en justice. On a tenté de justifier cette mesure en invoquant le désir d'éviter aux familles des formalités compliquées et des frais supplémentaires. Cette explication ne peut être prise en considération et doit être rejetée.

D'une façon presque générale, les aliénés internés dans un asile privé sont ceux qui jouissent d'une situation de fortune appréciable. C'est eux que la loi devrait le plus efficacement protéger, alors qu'au contraire l'administration provisoire de ces internés reste fonction d'une demande qui doit être faite par leurs parents,

c'est-à-dire par ceux qui ont souvent le plus d'intérêt à ne pas la faire.

Les aliénés internés dans des asiles privés devraient jouir de garanties aussi efficaces que celles qui sont assurées aux pensionnaires des asiles publics.

Il nous faut ajouter que, s'il existe encore des internements arbitraires, c'est dans les asiles privés qu'ils sont les plus fréquents.

D'autre part, comment pourrions-nous considérer comme suffisants les pouvoirs de l'administrateur provisoire ?

Ils sont réduits aux actes conservatoires ou de pure administration. Quel que soit pour l'aliéné l'intérêt des opérations à réaliser, il ne peut, par exemple, ni vendre un immeuble, ni accepter une succession ou une donation, ni même consentir un bail de plus de trois années.

Comme nous l'avons déjà indiqué, sa connaissance du patrimoine de l'aliéné est le plus souvent rudimentaire et de ce fait il n'agit, pour des actes divers, que sur les conseils ou à la requête de la famille de l'aliéné qui, bien souvent, ne fait rien pour faciliter sa tâche. Sa gestion, limitée à quelques actes sans lien les uns avec les autres, ne peut être considérée comme une véritable administration des biens de l'aliénés, mais, à cause de l'insuffisance de ses pouvoirs et de sa connaissance du patrimoine de l'aliéné, comme une simple intervention occasionnelle dans des cas sans importance.

Reste la garantie que l'aliéné ou sa famille peuvent attendre de l'administrateur provisoire.

Cette garantie ne pourrait être assurée que par un contrôle permanent de la gestion de l'administrateur. Ce contrôle est inexistant ou presque et parmi tous les per-

sonnages que la loi a placés auprès de l'administrateur, seul le curateur pourrait l'exercer. Mais la nomination de ce curateur restant facultative et ne pouvant, de plus, être faite que sur la demande de certaines personnes, il en résulte que beaucoup d'internés n'ont pas de curateur et que l'administrateur provisoire exerce ses fonctions sans aucun contrôle.

Les observations que nous venons de présenter sur la loi de 1838 n'ont échappé ni à la doctrine ni à l'opinion publique.

Cependant, leurs critiques se sont principalement exercées, non contre les insuffisances de la loi en ce qui concerne la gestion des biens des internés, mais contre les articles administratifs qui déterminent les modalités d'entrée et de sortie des aliénés dans les asiles et qui, a-t-on dit, permettent encore trop facilement les internements arbitraires.

La presse n'a pas manqué de s'emparer d'une question aussi attrayante pour elle, alors qu'à notre avis elle reste plutôt secondaire.

Sans nous étendre sur ce point, nous tenons en effet à faire une remarque.

A de rares exceptions près, les internements arbitraires n'ont pour cause que le désir de la famille de l'interné de s'approprier son patrimoine. Si la loi défendait convenablement ce patrimoine et garantissait l'aliéné contre toute emprise malhonnête de sa famille ou de tiers éventuellement intéressés, il est hors de doute que les internements arbitraires seraient sans raison dans la majorité des cas et deviendraient de plus en plus rares.

Il ne faut donc pas s'arrêter à ces critiques tapa-

geuses, mais bien réclamer de nos législateurs les moyens indispensables à la protection des biens des aliénés non interdits.

Les commissions de surveillance des établissements publics, mieux placées que quiconque pour juger de la question, n'ont pas manqué d'adopter l'opinion que nous venons d'exposer. Consultés en 1904 par la Société d'études législatives, qui recherchait alors les modifications à apporter à la législation sur les aliénés, leurs présidents demandaient presque unanimement la réforme de l'administration provisoire et l'extension des pouvoirs de l'administrateur (1).

Le législateur n'a malheureusement pas cru devoir suivre cette opinion et, dans les projets de réforme qu'il a préparés, il s'est beaucoup plus occupé des formalités préliminaires à l'internement de l'aliéné que de la gestion de ses biens.

Il nous semble qu'il reste bien à faire de ce côté et que, dans les dispositions légales à intervenir, on devra s'inquiéter, non seulement des cas, heureusement exceptionnels maintenant, d'internement arbitraire, mais surtout de la gestion des biens de ceux que leur démence laisse à la merci de toutes les convoitises.

(1) Bull. de la société d'études législatives, Rapport de M. Larnaude, 1904, p. 249.

CHAPITRE II

PROJETS DE RÉFORME DE LA LOI DU 30 JUIN 1838

Dès 1860, la loi de 1838 fut l'objet de véhémentes critiques de la part de l'opinion publique. Le législateur ne crut pas devoir se soustraire aux désirs exprimés et dès 1867 élabora un projet de réforme de la loi précitée.

Depuis cette date et jusqu'à nos jours, de nombreux projets furent déposés et discutés devant les assemblées législatives; mais aucun n'aboutit.

De leur côté, certaines sociétés (la société de législation comparée en 1872, et la société d'études législatives en 1902) étudièrent attentivement les réformes à apporter au régime des aliénés et leurs travaux servirent de base à différents projets de loi.

Après avoir indiqué chronologiquement les différents projets déposés devant les Chambres, nous ferons connaître les principales réformes proposées.

Le 2 juillet 1867, M. Suin dépose un rapport sur les réformes à apporter au régime des aliénés internés.

Comme suite à ce rapport, le Gouvernement nomme le 12 février 1869 une commission extra-parlementaire chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi concernant les aliénés.

Un an plus tard, le 21 mars 1870, une proposition de loi fut déposée par MM. Gambetta et Magnin. A la suite du rapport de M. Bastid, cette proposition fut renvoyée à l'examen des bureaux. La guerre de 1870 survint et empêcha le projet d'aboutir.

Dès la fin de cette guerre, la société de législation comparée reprend l'étude des réformes à apporter à la loi du 30 juin 1838 (1). Sous l'impulsion de cette société et conformément à ses directives, un nouveau projet de loi était déposé. Il fut soumis le 25 juillet 1872 à l'Assemblée Nationale par M. Théophile Roussel en son nom et au nom de MM. Jozau et Desjardins.

Cette proposition, adoptée en principe par l'Assemblée Nationale, fut cependant renvoyée à l'examen d'une commission. Cette commission siégea pendant près de deux ans, du 23 juillet 1873 au 17 mars 1875. Lorsque l'étude du projet de loi fut terminée, l'Assemblée Nationale ne put le voter, faute de temps, avant sa dissolution.

Cependant, le législateur n'abandonnait pas l'espoir d'aboutir.

M. Constans, ministre de l'Intérieur, nomme le 18 mars 1881, une commission extra-parlementaire chargée d'établir un projet de loi sur les aliénés. Ce projet put être déposé au Sénat le 25 mars 1882. Cinq ans plus tard, le 11 mars 1887, il était adopté par cette Assemblée. Transmis à la Chambre des députés, sa discussion ne parut jamais à l'ordre du jour et il fut oublié.

(1) Ernest BERTRAND, « *Loi sur les Aliénés* », publication de la Société de législation comparée, 1872.

En 1890, M. Joseph Reinach formule un nouveau projet. M. Lafont le rapporte en 1891, mais les Chambres se séparent avant d'avoir pu l'étudier.

Ne perdant pas courage, M. Reinach, assisté de M. Lafont, modifie son projet primitif et le propose à la commission en 1894. M. Lafont fait un nouveau rapport; mais ce projet n'a pas plus de suite que le précédent.

M. Dubief dépose successivement en 1898 et en 1902 deux nouvelles propositions de loi. Elles restent toutes deux sans résultat.

L'opinion publique commence cependant à s'émouvoir, et, en 1902, la Société d'études législatives reprend l'étude de la question et établit un nouveau projet de loi.

Enfin, la Chambre des députés, dans ses séances des 14, 17, 21 et 22 janvier 1907, adopte un nouveau projet, le troisième, présenté par M. Dubief. Porté devant le Sénat, il n'est utilement discuté qu'en 1913 et adopté par lui le 23 décembre de la même année sur rapport de M. Paul Strauss et après quelques modifications de détail.

Ces modifications exigeaient cependant une nouvelle discussion de la Chambre, que la guerre de 1914-1918 empêcha. Comme les précédents, le projet n'eut donc aucune suite.

Depuis cette époque, aucun projet de réforme n'a été proposé et il est vraiment fort regrettable que la troisième proposition de M. Dubief n'ait pas été votée.

La lenteur des commissions parlementaires est certainement la seule cause de survie d'une loi plus que centenaire, dont l'abrogation s'impose depuis longtemps.

Nous allons examiner quelles sont les réformes

contenues dans les principaux projets que nous venons d'énumérer quant à la nomination de l'administrateur provisoire, à ses pouvoirs et à ses obligations.

SECTION I

NOMINATION DE L'ADMINISTRATEUR

Les projets de loi successivement présentés ont préconisé divers systèmes de nomination de l'administrateur provisoire.

Projet de 1882. — Dans ce projet, il existait deux sortes d'administration provisoire :

— une administration provisoire légale, assimilable à celle prévue par la loi de 1838 et frappant tous les aliénés internés dans des asiles publics;

— une autre relative aux aliénés internés dans les asiles privés, dont les biens devaient être gérés par un administrateur provisoire nommé par le tribunal et ayant pouvoirs sur tous les aliénés internés dans les asiles privés d'un même département.

Le projet réservait la possibilité de demander en justice la nomination d'un administrateur provisoire spécial à un aliéné et dont les pouvoirs seraient comparables à ceux du tuteur.

Projet de loi proposé par la Société de législation comparée. — L'administration provisoire légale de la loi de 1838 était confiée à une commission permanente à créer. Cette commission avait pour but de contrôler tous

les établissements d'aliénés du département qu'ils soient publics ou privés.

La nomination d'un administrateur provisoire par la justice restait toujours possible.

Projet adopté par le Sénat en 1887. — Le projet prévoyait un curateur et un administrateur. La nomination de ce dernier restait subordonnée à une demande de la famille de l'aliéné.

Le curateur était désigné par le ministre de l'Intérieur sur une liste dressée par le président du tribunal. Ses fonctions étaient celles de l'administrateur provisoire légal, telles qu'elles sont définies par la loi de 1838 et tous les aliénés du département étaient soumis à son autorité, sauf les femmes mariées dont le mari restait de droit administrateur.

L'administrateur était nommé à la demande de la famille, soit par le tribunal, soit par le conseil de famille de l'aliéné. Dans le premier cas, il était l'administrateur judiciaire et dans le deuxième l'administrateur datif.

Les pouvoirs de ces deux sortes d'administrateurs étaient d'ailleurs identiques.

Projet de M. Reinach rapporté en 1891 par M. Lafont. — Ce projet prévoyait pour tout aliéné interné la nomination d'office d'un administrateur et d'un curateur. Les nominations devaient être faites par le ministre de l'Intérieur sur deux listes différentes établies par le président du tribunal de chaque département.

La famille de l'aliéné conservait la possibilité de demander à la justice la nomination d'un administrateur spécial à l'aliéné.

Projet adopté par le Sénat le 23 décembre 1913. — Ce projet comportait une commission de surveillance de l'asile, un administrateur provisoire légal, un administrateur judiciaire et un curateur.

La commission de surveillance possédait le contrôle administratif et financier de l'asile public; mais de plus elle jouait le rôle de conseil de famille pour tous les aliénés du département, sans distinguer s'ils étaient internés dans l'asile public ou dans un asile privé ou même s'ils étaient traités à domicile.

L'administrateur provisoire légal était un délégué de la commission de surveillance. Son autorité s'étendait à tous les aliénés internés du département. Son rôle prenait fin par la sortie de l'aliéné de l'asile ou par la nomination d'un administrateur judiciaire qui pouvait être donné à l'aliéné sur la demande de sa famille.

Le curateur enfin était nommé par le ministre sur une liste présentée par le président du tribunal.

Pour conclure, le système adopté par tous les projets de loi consiste à munir obligatoirement tous les aliénés internés d'un protecteur chargé d'administrer leurs biens. Le mode de nomination et le nom de ce personnage varient d'ailleurs suivant les projets. Pour faciliter nos explications, nous l'appellerons comme le fait le projet de 1913, « administrateur provisoire légal ».

Cependant, sur la demande de la famille, il sera toujours possible de remplacer cet administrateur provisoire légal par un administrateur nommé par la justice ou le conseil de famille. Ce sera l'administrateur judiciaire.

SECTION II

POUVOIRS CONFÉRÉS A L'ADMINISTRATEUR

Tous les projets de loi établissent une distinction complète entre les pouvoirs de l'administrateur provisoire légal et ceux de l'administrateur judiciaire.

§ 1. POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR PROVISOIRE LÉGAL.

Ils considèrent tous que l'administration provisoire légale est destinée à assurer temporairement la gestion du patrimoine de l'aliéné. En cas de difficulté ou de prolongement de l'internement, la nomination d'un administrateur judiciaire s'impose. C'est en somme la même idée que celle de la loi du 30 juin 1838; mais l'interdiction est remplacée par l'administration judiciaire.

Comme le dit très justement Saleilles (1), « c'est une « petite interdiction qui se constitue à la place et à côté « de l'autre ».

Par suite de l'application de ce principe, les pouvoirs de l'administrateur provisoire légal seront donc très réduits.

Pour les déterminer aussi exactement que possible, les auteurs des divers projets pouvaient avoir recours à deux systèmes :

— soit considérer l'administration provisoire légale comme une sorte de tutelle restreinte et énumérer dans

(1) Bulletin de la société d'études législatives, 1904, p. 319.

la loi les actes interdits à l'administrateur provisoire légal, tous les autres restant de son ressort;

— soit au contraire, à l'instar de la loi du 30 juin 1838, limiter les actes autorisés à l'administrateur provisoire légal et en dresser la liste.

C'est ce dernier système qui a prévalu dans tous les projets de loi et les pouvoirs de l'administrateur provisoire légal y sont énumérés limitativement.

Leur nombre et leur importance varient suivant les différents projets de loi. En général, les pouvoirs de l'administrateur provisoire légal englobent tous les actes d'administration. Avec l'autorisation du conseil de famille, homologué par le tribunal si les actes portent sur des sommes dépassant un certain chiffre, il lui est permis :

— d'aliéner les valeurs mobilières de l'aliéné;

— de consentir des baux d'une durée supérieure à trois années.

Certains projets, celui de 1887 et celui adopté par la Chambre des députés en 1907, assimilaient la vente des immeubles à celle des valeurs mobilières et par suite l'autorisaient sous les mêmes conditions que ces dernières.

En ce qui concerne les questions de succession, les divers projets élaborés donnaient ou non à l'administrateur provisoire légal le pouvoir d'accepter ou de refuser une succession échue à l'aliéné.

L'acceptation, si elle était prévue, ne pouvait, d'ailleurs, se faire que sous bénéfice d'inventaire et, ainsi que la renonciation, elle restait soumise à l'autorisation du conseil de famille de l'aliéné.

§ 2. POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE.

Les pouvoirs de l'administrateur judiciaire équivalent dans tous les projets au pouvoir du tuteur de l'interdit et dans aucun cas ne sont moindres que ceux de l'administrateur provisoire légal.

Sa gestion est contrôlée. Tous les ans, il doit en rendre compte. Un personnage est prévu à côté de lui avec mission de surveiller sa gestion. Le rôle de ce personnage, qui est en somme un subrogé tuteur, est confié suivant les projets, soit à l'administrateur provisoire légal, soit au curateur.

L'administrateur judiciaire n'est pas grevé, comme le tuteur de l'interdit, d'une hypothèque légale. Une hypothèque peut seulement être constituée sur ses biens, à la demande du conseil de famille de l'aliéné.

CONCLUSION

Les différents projets de loi que nous venons d'exposer répondent parfaitement aux critiques que nous avons adressées à la loi du 30 juin 1838.

Ils munissent tous les aliénés, qu'ils soient internés dans un asile public ou dans un asile privé, d'un administrateur chargé d'assurer la gestion de leur patrimoine.

Les pouvoirs de cet administrateur, tout au moins quand il s'agit d'un administrateur judiciaire ou datif, sont considérablement augmentés et suffisent parfaitement à tous les besoins d'une bonne gestion; ils équivalent, en effet, à ceux du tuteur de l'interdit.

Enfin le contrôle et la surveillance de la gestion de l'administrateur sont assurés par un curateur et par le conseil de famille de l'aliéné; de plus, tous les ans, l'administrateur doit fournir un compte détaillé de tous les actes accomplis par lui.

Une critique nous paraît cependant nécessaire. Tous les projets de loi prévoient que l'aliéné, lors de son entrée à l'asile, serait d'abord soumis à une administration provisoire légale, identique, en fait, à celle instituée par la loi du 30 juin 1838; c'est seulement en cas de prolongation de l'internement qu'il y aurait lieu de pro-

céder à la nomination d'un administrateur datif ou judiciaire.

Cette solution, adoptée pour éviter aux familles de voir un étranger intervenir trop rapidement dans la gestion du patrimoine de l'aliéné, présente, à notre avis, de graves inconvénients :

On peut craindre que la famille de l'aliéné hésite tout autant à demander la nomination d'un administrateur judiciaire ou datif qu'à demander l'interdiction; la fortune de l'aliéné est beaucoup plus menacée de détournements sous l'administration provisoire légale que sous l'administration judiciaire ou dative. Dans le premier cas, en effet, les pouvoirs de l'administrateur étant très réduits et sa responsabilité peu importante, la fortune de l'aliéné est laissée à l'abandon et offre une proie facile à toutes les convoitises; par contre, dans le second cas tout le patrimoine de l'aliéné est confié à un administrateur judiciaire ou datif qui est chargé de le gérer et en est responsable.

Enfin les tiers pourront quelquefois ignorer quels sont les pouvoirs exacts de l'administrateur de l'aliéné.

Aussi il nous semble qu'il serait préférable de munir l'aliéné, dès son entrée à l'asile, d'un administrateur datif nommé par son conseil de famille; dans la plupart des cas, le conjoint ou un proche parent de l'aliéné serait choisi et l'immixtion d'un étranger ne serait donc pas à craindre. Si l'aliéné n'a pas de famille, le rôle du conseil de famille serait tenu par une commission de surveillance désignée pour tous les asiles publics ou privés du département, qui pourrait choisir un de ses membres ou un étranger.

Cet administrateur datif aurait les mêmes pouvoirs que le tuteur de l'interdit.

A côté de lui, on peut très bien concevoir un curateur, pris obligatoirement parmi les membres de la commission de surveillance et qui serait chargé de vérifier la gestion de l'administrateur datif et de s'assurer que le malade est soigné de façon satisfaisante.

Tous les ans, l'administrateur datif devrait rendre compte de ses actes au conseil de famille de l'aliéné. Ce compte devrait être préalablement approuvé par le curateur.

Une hypothèque pourrait être constituée sur les biens de l'administrateur, si le conseil de famille le jugeait nécessaire.

La solution que nous proposons éviterait la période, toujours dangereuse à notre avis, de l'administration provisoire légale; elle empêcherait également une confusion, toujours possible, entre les pouvoirs de l'administrateur provisoire légal et ceux de l'administrateur judiciaire ou datif.

Nous devons reconnaître, cependant, que les projets de réforme que nous venons d'exposer, pourraient servir de base à une loi, qui donnerait, enfin, à l'aliéné interné et non interdit, un régime juridique rationnel et bien-faisant.

Vu :

Le Professeur, Président de la thèse,
GOMBEAUX.

Vu :

Le Doyen,
H. NÉZARD.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
DAURE.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire statistique de la France.

AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, Tome I, 5^e édition, 1897.

BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité théorique et pratique de droit civil*, 2^e édition, 1905, Voy. MM. Bonniecarrère, Chéneaux, Houques-Fourcade et Wahl.

BERTIN. — *Chambre du Conseil*, Tome II, 2^e édition, 1856.

BÉZARD-FALGAS. — *Traité théorique et pratique du contentieux des transports d'actions et obligations nominatives*, 3^e édition, 1924.

BOISNARD (Ernest). — *De l'administrateur provisoire de l'individu non interdit placé dans un établissement d'aliénés*, Thèse, Paris, 1907.

BONNIECARRÈRE et BAUDRY-LACANTINERIE. — *Des personnes*, Tome 4, 2^e édition, 1905.

Bulletin de la société d'études législatives, années 1902 à 1907.

Bulletin de la société de législation comparée, année 1872.

CAZIER (Henri). — *De la condition civile de l'aliéné interné et non interdit*, Thèse, Paris, 1906.

CHARDON. — *Traité des trois puissances : maritale, paternelle et tutélaire, Puissance tutélaire*, 1843.

CHÉNEAUX et BAUDRY-LACANTINERIE. — *Des personnes*, Tome 4, 2^e édition, 1905.

COLIN (Ambroise) et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*, 8^e édition.

DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, Tome III, V^o Aliéné, 1846.

DALLOZ. — *Répertoire pratique*, 1910-1926.

DEFRÉNOIS. — *Répertoire général pratique du notariat*.

DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon : Traité de la minorité, de la tutelle et de l'interdiction, Traité des successions*, 1854.

DURIEU et ROCHE. — *Répertoire de l'administration et de la comptabilité des établissements de bienfaisance*, 1841-1843.

DUBIEF (D^r Fernand). — *Le régime des aliénés*, 1909.

FUZIER-HERMAN, CARPENTIER et FRÈREJOUAN DU SAINT. — *Répertoire général alphabétique de Droit français*, 1886-1906, Supplément par Carpentier et Frèrejouan du Saint, 1911.

FUZIER-HERMAN et DEMOGUE. — *Code Civil annoté*, 1935.

GRISOLLE. — *L'aliéné non interdit*, 3^e édition, 1914.

HOUQUES-FOURCADE et BAUDRY-LACANTINERIE. — *Des personnes*, Tome I, 2^e édition, 1905.

HUC. — *Commentaire théorique et pratique du Code Civil*, 1892 à 1903.

Journal des notaires et des avocats.

LACOIN (Gaston). — *Des administrateurs commis par justice*, Thèse, Paris, 1898.

LAURENT. — *Principes du droit civil français* (ouvrage belge).

PILLET (Georges). — *Des pouvoirs de l'administrateur provisoire des biens de l'aliéné interné non interdit*, Thèse, Paris, 1926.

PLANIOL, RIPERT et SAVATIER. — *Traité pratique de droit civil français*, Tome I, *Des personnes*, 1925.

Revue pratique de droit français, année 1868.

SALEILLES. — *Rapport sur les questions relatives à la gestion des biens et à la capacité des aliénés* (Bulletin de la société d'études législatives, année 1904).

TANON. — *Etude critique de la loi de 1838 sur les aliénés* (Revue pratique de droit français, 1868, Tome I).

WAHL et BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité des successions*, 1895.

TABLE DES MATIÈRES

PAGES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

TITRE PREMIER

<i>Désignation de l'administrateur provisoire</i>	17
---	----

CHAPITRE I. — Personnes soumises à l'administration provisoire	18
--	----

Section I. — Asiles publics d'aliénés.....	18
--	----

Mineurs, p. 19; — femmes mariées, p. 19; — personnes ayant consenti avant leur internement une procuration générale, p. 20.

Section II. — Asiles d'aliénés privés	21
---	----

CHAPITRE II. — Nomination de l'administrateur provisoire.	22
---	----

Section I. — Administrateur provisoire légal....	22
--	----

Section II. — Administrateur provisoire judiciaire	23
--	----

§ 1, demande, p. 24; — § 2, conseil de famille, p. 26; — composition du conseil de famille, p. 26; — rôle du conseil de famille, p. 28; — § 3, décision du tribunal, p. 28; — choix de l'administrateur provisoire, p. 29; — § 4, caractères de l'administration provisoire judiciaire, dispenses et exclusions, p. 31.

CHAPITRE III. — Etude de quelques cas spéciaux d'internement	33
--	----

Etablissements de la Seine et certains établissements de Seine-et-Oise, p. 33; — Ville de Paris, p. 33; — internement dans des quartiers d'hospices, p. 34; — asiles privés faisant fonction d'asiles publics, p. 34.

TITRE DEUXIEME

<i>Pouvoirs de l'administrateur provisoire</i>	36
CHAPITRE I. — Actes conservatoires	40
CHAPITRE II. — Actes permis par la loi	42
Section I. — Pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire par la loi du 30 juin 1838	43
§ 1, recouvrement des créances, p. 45; — § 2, paiement des dettes, p. 48; — § 3, baux, p. 49; — loi du 30 juin 1926, p. 51; — § 4, aliénation du mobilier, p. 54; — § 5, demande de nomination d'un administrateur provisoire judiciaire, p. 56; — § 6, demande de nomination d'un mandataire <i>ad litem</i> , p. 57; — utilité et rôle du mandataire <i>ad litem</i> , p. 57; — nomination du mandataire <i>ad litem</i> , p. 59; — caractère du mandat <i>ad litem</i> , p. 61; — § 7, pouvoir de recevoir les significations, p. 62; § 8, représentation de l'aliéné dans les inventaires, comptes, liquidations et partages, p. 65; — aliéné seul héritier, p. 66; — l'aliéné n'est pas seul héritier, p. 66.	
Section II. — Pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire par la loi du 27 février 1880.	71
§ 1, aliénation des valeurs mobilières, p. 71; — § 2, conversion des titres au porteur en titres nominatifs, p. 73; — § 3, emploi des capitaux, p. 74.	
Section III. — Pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire par le décret-loi du 8 août 1935	75
CHAPITRE III. — Actes absolument interdits à l'administrateur provisoire	77
Donations de meubles ou d'immeubles, p. 77; — aliénations à titre onéreux des immeubles, p. 77; — emprunt, p. 78; — transaction, compromis, p. 78; — cautionnement, p. 79.	

CHAPITRE IV. — Actes permis par la jurisprudence.....	80
Section I. — Acceptation de succession	80
Section II. — Acceptation de communauté	87
Section III. — Acceptation de donation ou legs..	89
Section IV. — Constitution de dot	90
CHAPITRE V. — Des difficultés qui peuvent survenir par suite du mariage de l'aliéné interné	92
Section I. — Mari interné	92
Section II. — Femme internée	94
§ 1, gestion des biens propres de la femme, p. 94; — § 2, hypothèque légale de la femme, p. 95.	

TITRE TROISIÈME

<i>Cessation des pouvoirs de l'administrateur provisoire</i>	97
CHAPITRE I. — Cas de cessation de l'administration provi- soire	98
§ 1, causes mettant fin d'une façon absolue à l'administration provisoire, p. 98; — § 2, causes mettant fin d'une façon relative à l'ad- ministration provisoire, p. 99.	
CHAPITRE II. — Comptes à rendre par l'administrateur pro- visoire	103
CHAPITRE III. — Responsabilité de l'administrateur provi- soire, garanties données à l'aliéné	105
§ 1, administrateur provisoire légal, p. 105; — § 2, administrateur provisoire judiciaire, p. 106.	

TITRE QUATRIÈME

<i>Critiques et projets de réforme</i>	109
CHAPITRE I. — Critiques du régime des aliénés	109
CHAPITRE II. — Projets de réforme de la loi du 30 juin 1838	115
Section I. — Nomination de l'administrateur ...	118
Section II. — Pouvoirs conférés à l'administrateur	121
§ 1, pouvoirs de l'administrateur provisoire légal, p. 121; — § 2, pouvoirs de l'administrateur judiciaire, p. 123.	
CONCLUSION	124
BIBLIOGRAPHIE	127

